



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 28 JANVIER 2026 - N° 1316 - 56^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

L'Europe, c'est la paie !

Ursula von der Leyen adore sermonner les Européens. C'est même à cela qu'on la reconnaît. Sobriété énergétique, efforts collectifs, sacrifices nécessaires : nous connaissons par cœur ce discours. Mais à Bruxelles, la crise semble s'arrêter aux portes de la Commission. Fin décembre 2025, la présidente de l'Union européenne s'est accordé une nouvelle augmentation de près de 2 400 euros par mois. Son salaire atteint désormais 34 800 euros mensuels, contre 29 000 euros en 2022. En trois ans, sept hausses, dont certaines rétroactives, l'ont propulsée vers les 35 000 euros.

Et elle n'est pas seule à se servir. Les 26 commissaires européens bénéficient eux aussi d'une augmentation automatique : environ 850 euros supplémentaires par mois, portant leur rémunération à plus de 29 000 euros, hors indemnités diverses et avantages non impossibles. Dans le même temps, les 66 000 fonctionnaires européens profitent du même mécanisme. Résultat : depuis 2022, les salaires de l'appareil bruxellois ont augmenté de 22,8 %.

Le plus choquant n'est pas seulement le montant, mais le procédé. Ces hausses sont décidées par un précepte technocratique opaque, sans débat public, sans vote démocratique, sans le moindre contrôle. La facture atteint désormais près de 3 milliards d'euros par an.

Pendant que des millions d'Européens voient leur pouvoir d'achat s'effondrer sous l'effet de l'inflation et de la crise énergétique, Bruxelles prospère hors sol. Cette Europe à deux vitesses, où l'austérité s'impose aux peuples mais jamais à ses dirigeants, nourrit l'euroscpticisme et révèle une Union déconnectée, arrogante, et plus soucieuse de se protéger que de servir. Un changement radical est nécessaire.



SOURCE : PIXABAY, PHOTO : KAJAG76

Occident La fin d'un mythe

Le mythe de l'Occident vient de s'effondrer et les élites sont catastrophées. Il leur reste, en dernier recours, à cultiver la fiction européiste.

DÉFENSE DE L'OCCIDENT... Famille occidentale... Solidarité atlantique... Dès avant la Seconde Guerre mondiale et lors de la Guerre froide, on a célébré l'Occident sur tous les tons en oubliant la politique gaullienne et en méprisant les mises en garde de Régis Debray.

À d'innombrables reprises, nous avons rappelé que l'Occident désignait les États-Unis, leurs alliés soumis et leurs clients. Or l'histoire américaine s'est construite contre l'Europe et la période de l'Alliance atlantique vient de se terminer.

Nos élites vivent la fin de la fiction occidentale comme une catastrophe. Pour tenter de se sauver, elles tentent une nouvelle fuite dans la fiction européiste, qui masque un despotisme pas même éclairé. **L'article d'Yves La Marck en page 9 et notre éditorial.**

Enjeux municipaux

Le scrutin des 15 et 22 mars aura des conséquences sur les sénatoriales de septembre et sur la présidentielle.

TOUTES LES FORMATIONS veulent montrer leur capacité à diriger des communes mais elles privilégient les enjeux nationaux. Le Rassemblement national vise les élections sénatoriales car il voudrait constituer un groupe au palais du Luxembourg – là où La France insoumise voudrait faire son entrée. Bien entendu, l'élection présidentielle est le souci de tous

les états-majors, qui vont tenter de nouvelles alliances aux municipales.

Ces calculs tactiques et stratégiques ne doivent pas faire oublier que les enjeux locaux sont prioritaires pour la majorité des électeurs, qui ont pour souci premier la sécurité, loin devant la fiscalité et l'accès aux soins. **L'article de Laurent Tréhu en page 6.**

Dans ce numéro :

- Page 3 – Le Parlement privé de budget.
- Page 6 – Les enjeux des municipales.
- Page 8 – Mercosur : le combat continue.
- Page 9 – Trump II, an II.
- Page 10 – La région bruxelloise bloquée.
- Page 14 – Histoire de l'Ordre moral.
- Page 17 – Pierre Manent.
- Page 18 – Marius revisité.
- Page 21 – In memoriam, Yvan Aumont.
- Page 24 – Des élites naufragées.

Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise depuis près de 50 ans un cycle de conférences, les **Mercredis de la NAR**, auxquelles participent régulièrement des personnalités politiques ou du monde intellectuel.

Les conférences sont enregistrées en vidéo, en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande sur le serveur du journal lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr). Pour accéder à ces entretiens sur notre chaîne YouTube et s'y abonner, un seul lien : www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste

■ Mercredi 4 février

Conférence de Bernard Bourdin sur le thème : « *Dieu est-il désenchanté ?* »



SOURCE: LCP.

Philosophe et historien, **Bernard Bourdin (o. p.)** est professeur de philosophie et d'histoire des idées à l'Institut catholique de Paris depuis 2013 et directeur de la recherche et du 3^e cycle de la Faculté des sciences sociales. Il a été élu en 2021 à l'Académie catholique de France, dans sa section Philosophie et théologie.

Il a publié : avec Philippe d'Iribarne, *La Nation : une ressource d'avenir* (Artège, 2022); *Le Chrétien peut-il aussi être citoyen ?* (Le Cerf, 2023); avec Patrice Gueuniffey et Catherine Maire, *Le Gallicanisme : une singularité française ?* (Le Cerf, 2023).

Bernard Bourdin présentera son dernier livre, *Dieu est-il désenchanté ?* (Le Cerf, janvier 2026).

■ Mercredi 11 mars

Conférence de Marcel Gauchet : « *Comment pensent les démocraties.* »



SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: BOKOURAN.

Historien, philosophe et sociologue, **Marcel Gauchet** a été directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales et rédacteur du *Débat*. Reconnu pour ses travaux sur les idées politiques, la religion et la modernité, il est l'auteur de nombreux ouvrages de référence, comme *Le Désenchantement du monde* (1985), *L'Avènement de la démocratie* (4 volumes de 2007 à 2017), *Comprendre le malheur français* (2 volumes, 2016 et 2021), *La Droite et la gauche* (2021), *Le Nœud démocratique* (Gallimard, 2024).

Marcel Gauchet présentera son dernier livre *Comment pensent les démocraties* (Albin Michel, janvier 2026).

■ Visioconférences

Cette conférence sera enregistrée mais sans présence de public.

• **Vendredi 13 février : le philosophe Denis Collin : « Penser comme des machines. »**

Autres événements

■ **Le club Confrontations** reçoit Françoise Mélonio et Bertrand Renouvin sur le thème : **Qu'est-ce qui fait la démocratie ?** ce **mercredi 28 janvier** de 19 heures à 20 h 30, 102, boulevard Arago, 75014 Paris.

■ **La Société des lecteurs de Maurice Barrès** organise le **11 février 2026** à 20 h. au restaurant *Le Standard*, 1, bd du Montparnasse, Paris 7 (M^o Duroc) un dîner conférence autour de l'avocat et écrivain **Michel Guénaire : Maurice Barrès, le grand écrivain retrouvé** (Perrin, février 2026).

■ **La ville de Bois-Colombes** organise une exposition sur « *La part visible des camps – Les photographies du camp de concentration de Mauthausen* », complétée par des visites guidées et la projection du documentaire *Les résistants de Mauthausen* de Barbara Necek.

► **Hôtel de ville de Bois-Colombes (92), du 2 février au 3 mars 2026.**

Parutions signalées

• **Hubert Védrine et Maurice Godelier, *Après l'Occident*, Perrin, février 2026.**

• **Stéphane Audouin-Rouzeau, *Notre déni de guerre*, Le Seuil, janvier 2026.**

• **Émilie Mitran, *Des Américains en France. Quand l'indépendance de l'Amérique se jouait à Paris*, Nouveau Monde, février 2026.**



Lot 1674, 101, rue de Sèvres, 75006 Paris
www.archivesroyalistes.org
Issn 0151-5772

Abonnements-contact :
lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr
+33 (0) 1 71 06 32 91

Directeur de la publication : Bertrand Renouvin.
Responsable éditorial : Laurent Tréhu.
Fondateur : Yvan Aumont †.
Publié par la NAR, Siret : 897 894 127 00017.
Édité par la Spfc-Acip, Siret : 418 322 149 00015.
Imprimé par Rps-repro, Siret : 419 745 484 00024.
Dépôt légal à publication. Cppap n° 0425 d 84.

Vous avez la possibilité de faire un **don déductible** au journal au titre de l'année 2026 par le biais de l'Association Presse et Pluralisme, **réduction d'impôt** égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable : <https://dons.presseetpluralisme.fr/site/pp/Royaliste/fr/don/index.html>

Abonnez-vous !

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (30 €) ☐ SIX MOIS (45 €)

☐ UN AN (70 €) ☐ UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par carte bancaire sur le site archivesroyalistes.org

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.



SOURCE : ASSEMBLÉE NATIONALE.

Chronique politique

Une parenthèse inutile

par Hubert de Marans.

En activant l'article 49-3, le gouvernement a mis fin à des jeux parlementaires interminables et stériles qui ont fini par lasser l'opinion. Si cette décision va sans doute permettre l'adoption d'un budget, le redressement structurel des comptes de l'État est reporté une nouvelle fois.

Il ne fallait pas être grand clerc pour prévoir que Sébastien Lecornu finirait par déclencher un 49-3. On peut comprendre les « regrets » exprimés par le Premier ministre, son « amertume » à devoir revenir sur l'engagement qu'il avait pris en septembre dernier, mais on ne fait pas de politique en dehors des réalités. Et l'attitude du Parlement depuis le début de cette séquence ne lui permettait pas d'autre choix : un Sénat radicalisé, qui n'a laissé place à aucun compromis ; et surtout une Assemblée nationale profondément immature, préférant débattre durant de longues heures sur des amendements de second ordre, au détriment des sujets essentiels. Spectacle affligeant qui a fini par provoquer une profonde colère dans le pays. Ceux qui rêvent de VI^e République et prônent le retour aux « délices » du régime d'assemblée viennent d'en fournir une parfaite illustration. Avec le retour du 49-3, Sébastien Lecornu n'a pas seulement sifflé la fin de la récréation, il a conjuré le risque d'une vague d'antiparlementarisme.

Ce que l'on peut, en revanche, reprocher au Premier ministre, c'est d'avoir largement minoré sa responsabilité dans ce désastre, y compris dans son discours

du 20 janvier devant l'Assemblée nationale où il s'est « résigné » à l'usage du 49-3. Certes, il a reconnu à mi-mot que le changement de méthode qu'il avait lui-même proposé à la fin de l'été 2025 était un « semi-échec ». Mais était-il vraiment dupe de la capacité du Parlement, dans l'état de fragmentation et d'hystérie où il est aujourd'hui, d'accoucher d'un budget ? Une chose est sûre : la leçon de choses aura été coûteuse : 350 heures de débats pour presque rien, un État à l'arrêt au moins jusqu'à fin février et, surtout, une image de la France passablement dégradée à l'étranger.

Le compromis budgétaire passe à côté de l'essentiel : le coût délirant de la politique de l'offre qui peut provoquer la faillite de l'État.

Sa méthode reposait-elle d'ailleurs sur les bons ingrédients ? Fallait-il vraiment repartir de la copie « horripilante » laissée par son prédécesseur alors qu'il savait pertinemment qu'elle suscitait le rejet sur la plupart des bancs de l'Assemblée et qu'il faudrait de longues heures au Parlement pour en expurger les mesures provocatrices imaginées par Bercy ? En-

▲ Sébastien Lecornu à l'Assemblée nationale. Croyait-il vraiment l'Assemblée nationale capable d'accoucher seule d'un budget ?

fin, plus grave encore, sa copie faisait l'impasse sur l'essentiel : le coût délirant de la politique de l'offre qui plombe structurellement nos comptes publics. Michel Barnier, dans le peu de temps qu'il est resté au pouvoir, l'avait, lui, assez bien compris et ses premiers « coups de rabot » sur les allègements de charges marquaient une direction qu'il fallait poursuivre. Sébastien Lecornu a préféré ignorer le sujet, sans doute pour ne pas s'attirer les foudres d'un président de la République bien décidé à mener jusqu'au terme de son mandat sa chimère ruineuse.

Un compromis médiocre. – S'il passe l'épreuve de la censure, ce budget sera-t-il bon pour la France ? C'est selon. D'un côté, nous échapperons, au moins pour un temps, à la pression de Bruxelles et des agences de notation. Maigre consolation pour un pays qui a vu tous ses gouvernements depuis 20 ans laisser filer la dette et le déficit. Le matraquage des classes populaires et moyennes est évité, l'augmentation des crédits militaires assurée et la hausse de la prime d'activité bienvenue. Pour autant, les causes structurelles demeurent. À commencer par l'avalanche d'aides publiques que l'État continuera de déverser sur les grandes entreprises et qui, nous ne cessons de le dire, est la cause première de sa faillite. On notera au passage que les socialistes se sont bien gardés d'évoquer ce sujet parmi leurs gages de non-censure, sans doute parce que ►

cette politique désastreuse fait partie de l'héritage de François Hollande. À leur décharge, s'ils l'avaient fait, le « *compromis* » aurait certainement été impossible quand, des macronistes jusqu'aux LR, tant d'élus zélés veillent aux intérêts du patronat. Quant aux économies, l'effort portera une fois de plus sur les collectivités territoriales, dont la situation financière est pourtant saine, et peu, trop peu sur la myriade d'« *opérateurs* » ou d'agences qui désorganisent depuis trop longtemps le service public. En bref, Sébastien Lecornu n'aura pas sauvé l'État, il lui aura tout au plus accordé un sursis.

Le parcours du combattant budgétaire est-il terminé ? Pas tout à fait. Le Premier ministre a passé une première étape, le 23 janvier, mais il devra déclencher deux fois encore le 49-3 et s'exposer deux fois encore à des motions de censure. Deux occasions données à LFI et au RN pour enflammer à nouveau les débats, deux occasions données à l'attelage instable des macronistes, des LR et des socialistes pour étaler leurs divergences. Et on peut compter sur le Sénat pour multiplier les embûches. Gageons néanmoins que l'obstacle sera franchi. Mais à quel prix ! Les Français s'interrogent de plus en plus sur le fonctionnement de notre démocratie parlementaire.

Il faudra donc, à un moment ou un autre, ouvrir une réflexion sur la rationalisation des procédures budgétaires. Dans une note diffusée il y a quelques jours, l'actuel haut-commissaire au Plan, Clément Beaune, et le constitutionnaliste Benjamin Morel lancent une première piste en proposant des lois-cadres quinquennales, qui prendraient le pas sur les budgets annuels. La puissance publique pourrait ainsi s'engager dans la durée et l'allègement des débats budgétaires permettrait au Parlement de consacrer davantage de temps à ce qui devrait être sa mission principale : le contrôle effectif des recettes et des dépenses. L'idée est intéressante, mais peut-elle vraiment aboutir dans le chaos politique actuel ? Et sans que les parlementaires crient au « *coup de force* » ? Pas sûr. ■

Désindustrialisation

Novasco, Atos : la passivité coupable

Deux dossiers de désastres industriels illustrent parfaitement le laisser-faire pratiqué depuis des années par nos dirigeants qui trahissent les missions de l'État au profit de fonds vautours.

Le cas le plus récent est celui de Novasco (ex-Ascométal), un des derniers fleurons de la sidérurgie française. Spécialisé dans la production d'acier haut de gamme notamment pour l'automobile, le groupe ne survivra pas à son quatrième redressement judiciaire en onze ans. Au final, ce sont 549 salariés qui se retrouveront sans emploi.

En juin 2024, le repreneur, Greybull Capital, fonds britannique, s'était engagé à investir 90 millions d'euros si les pouvoirs publics en mettaient 85. L'État s'est acquitté de sa promesse. Contrairement à Greybull qui n'a posé sur la table que 1,5 million. Pourtant, les promesses non tenues par ces fonds vautours dans ce type de dossier sont monnaie courante et les précédents ne manquent pas. Le ministre délégué chargé de l'Industrie, Sébastien Martin, peut toujours « *saisir les tribunaux afin de mettre en cause la responsabilité de Greybull* », qu'il qualifie de « *voyou* », en ajoutant : « *L'impunité pour les fonds d'investissement, c'est terminé. Greybull doit aux salariés, aux habitants d'Hagondange et à tout ce territoire 88,5 millions d'euros* », c'est dès le départ que de sérieux verrous auraient dû être posés. L'impuissance de l'État n'est que la conséquence de la passivité flagrante de ceux qui sont chargés d'agir en son nom.

Cela fait plus de dix ans que l'État soutient chaque repreneur sans aucun suivi coercitif. Au total, ce sont 205 millions d'euros qui auront été injectés à fonds perdus. Le premier, Frank Supplisson, a eu droit en 2014 à 35 millions d'euros par le biais du Fonds de développement économique et social. Et à 3 millions d'euros de la région Lorraine. Le second, Swiss Steel, qui a repris le groupe en 2018, a bénéficié au moment de la pandémie de Covid-19 de 90 millions d'euros de prêts garantis



Roland Lescure, ministre de l'Économie. Beaucoup de promesses, bien peu d'actes.

par l'État. Et pour quel résultat ? Une casse sociale et stratégique : trois sites sur quatre liquidés, un savoir-faire d'aciérie spéciale perdu, l'approvisionnement remplacé demain par des importations chinoises.

Avec Atos (Royaliste n°s 1278 et 1280), l'État est en train de faire la même chose, mais à une échelle systémique : en validant une procédure de sauvegarde accélérée (PSA) qui a transféré le contrôle à six fonds vautours anglo-saxons, sans versement d'argent frais et en mettant sur la table environ 550 millions d'euros pour reprendre l'activité de supercalculateurs Bull/HPC dans des conditions non viables industriellement.

Dans les deux cas, l'État choisit les repreneurs, signe les chèques et n'exige ni garanties sérieuses, ni clauses de restitution, ni contrôle effectif. Or, l'État ne saurait être un guichet distributeur de cash qui laisse les leviers de gouvernance à des fonds rapaces qui n'ont comme seul objectif que la rentabilité financière à court terme. Cette passivité est inacceptable alors qu'il faudrait mettre en œuvre une politique industrielle pensée, cohérente et coordonnée par la planification, surtout quand il s'agit d'activités hautement stratégiques et donc vitales pour notre souveraineté.

Mais c'est sûrement trop demander face à la doxa néolibérale de Bercy et de Bruxelles du « *libre marché* » et de la lutte contre les « *distorsions de concurrence* ». À l'heure où les chocs géopolitiques se multiplient, ce choix de l'impuissance ne peut être qu'une impasse quand les États-Unis de Trump ou la Chine n'ont guère de pudeur à intervenir directement et massivement dans l'économie sur les secteurs stratégiques. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

Sur le mur de Jean Chouan



Que reste-t-il des courants politiques ?

Le radicalisme (4)

Les années trente furent synonymes de turbulences pour le Parti radical. Tâchons d'examiner pourquoi.

Qu'elles aient été inflationnistes ou déflationnistes, les crises économiques firent rarement les affaires de la formation valoisienne. Déjà, l'inflation causée par la Grande Guerre toucha de plein fouet le cœur de l'électorat radical : les classes moyennes. La stabilisation financière opérée par Poincaré déboucha sur la déflation des années trente qui lésa tout particulièrement la base sociale du radicalisme. Ainsi, durant les années 1930-1935, le pouvoir d'achat des agriculteurs recula de 30 %, celui des artisans, commerçants, et entrepreneurs diminua de 20 %. En sus de cette conjoncture économique défavorable, une somme d'aléas politiques contribua à l'affaiblissement de la boutique radicale.

Paradoxalement, la victoire aux législatives de 1932 fut plus une épine dans le pied qu'un motif de réjouissance. Et pour cause : de nombreux Français les rendirent responsable du chaos économique. L'électorat radical ne fit pas exception, de sorte qu'une fraction se tourna soit vers des forces plus à gauche (socialistes et communistes), soit en direction des ligues.

La situation devint encore plus délicate avec le séisme du 6 février 1934. Afin d'éviter une crise de régime, les radicaux durent soutenir l'expérience d'union nationale. La droite revint donc au pouvoir après en avoir été chassée deux ans plus tôt. À ce moment précis, la formation valoisienne fut déconsidérée. La gauche socialiste et com-

muniste lui reprochait d'avoir rendus possibles les gouvernements Doumergue, Flandin et Laval ; la droite vitupérait contre son inaptitude à gouverner tout en insistant, non sans déplaisir, sur les liens troubles que certaines personnalités radicales entretenaient avec Stavisky.

Si l'aile la plus à gauche – Daladier et les Jeunes Turcs – préconisait le ralliement au futur Front populaire pour sortir de l'impasse, la majorité des radicaux – Édouard Herriot en tête – étaient pour le moins sceptiques. Mais les minoritaires devinrent majoritaires, et le ralliement des radicaux au Front populaire se fit en 1935. Le facteur décisif fut l'attitude des communistes lors des négociations : ils firent tout pour ne pas effrayer les radicaux, quitte à écarter les mesures les plus hardies brandies par les socialistes.

Pour le Front populaire, les législatives de 1936 constituaient le baptême du feu. L'opération fut fructueuse, même pour les radicaux. Bien que ces derniers aient

perdu des sièges, ils en conservaient plus d'une centaine. Autrement dit, ils se révélaient indispensables à la survie de la majorité. Toutefois, les radicaux ne tardèrent pas à déchanter. Les occupations d'usines, d'entreprises, de fermes provoquèrent l'effroi de leurs électeurs. Autant dire qu'il en fut de même des grandes orientations socio-économiques du gouvernement Blum – congés payés, réduction du temps de travail, dévaluations défavorables aux rentiers. Conscient de l'exaspération des classes moyennes, Daladier – alors chef du Parti radical – organisa la chute du gouvernement Blum, puis devint le nouveau président du Conseil. Il put s'appuyer sur de nouveaux alliés : le centre droit. Détricoter les acquis sociaux du Front populaire constitua un des impératifs catégoriques de ce nouveau gouvernement. Le radicalisme avait donc opéré sa mue : désormais, l'ennemi des ennemis n'était plus la droite mais la gauche collectiviste. ■

LÉON LETELLIER.

La Politique au crible

■ **Mercosur.** – Le combat continue contre le mauvais traité UE-Mercosur malgré les pressions et les menaces du couple germano-allemand von der Leyen-Merz. Le 21 janvier, le Parlement européen a approuvé la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), avec comme effet de repousser de 12 à 18 mois l'examen du texte par les eurodéputés, préalable à sa mise en application. À moins que la Cour juge le traité non conforme, auquel cas il serait définitivement enterré. À Bruxelles, les représentants de la Commission font des figures d'enterrement et l'on imagine la rage d'Ursula. À Paris, à Vienne et à Varsovie, on pavoise discrètement en attendant de savoir si la CJUE juge la saisine recevable.

■ **Macron et les armées** – Rien de bien nouveau dans le discours d'Emmanuel Macron lors de ses vœux aux armées à Istres le 15 janvier dernier. Les industriels de la défense ont moyennement apprécié son appel à aller « *plus vite et plus fort* » dans la production d'armements, alors que le ministère des Armées cumulait à fin 2025 plus de 8 milliards d'euros de report de charges, que le budget 2026 ne sera pas voté avant fin février et que les délais des commandes continuent de s'allonger. Pour la plupart d'entre eux, le « passage à l'économie de guerre » reste, pour le moment, un slogan. La confirmation d'un prochain examen au Parlement de l'actualisation de la LPM 2024-2030 a néanmoins été saluée.

■ **RN - collectivités.** – Le RN n'est pas le dernier à goûter les charmes du régime d'assemblée : profitant de l'absence d'une majorité de députés dans l'hémicycle le 14 janvier, le groupe de Marine Le Pen a fait voter 5 milliards de baisse sur la do-

tation aux collectivités locales en 2026. Dans son viseur : les régions et les intercommunalités qu'il rêve de supprimer. Cette plaisanterie de garçon de bain n'a pas duré bien longtemps, mais elle est significative des ravages que la maladie jacobine peut faire dans certains esprits !

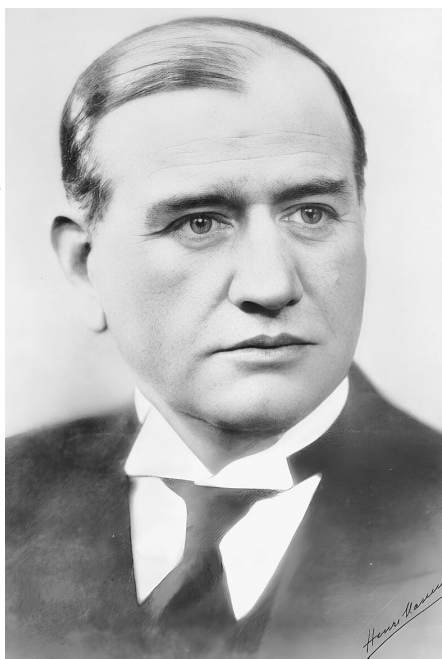
■ **Nouvelle-Calédonie.** – Curieux accord que celui signé le 19 janvier entre l'État et les représentants des forces politiques calédoniennes (loyalistes et indépendantistes modérés), sous l'égide du président de la République. Censé compléter l'accord de Bougival signé par les mêmes en juillet 2025, il apporte en réalité plus de confusion que de clarté sur l'avenir de l'archipel et les conditions d'exercice du « droit à l'autodétermination ». Parmi les sujets d'étonnement qui figurent dans ce texte : l'adoption d'une loi constitutionnelle par le Parlement, réuni en Congrès d'ici l'été, suivie (et non précédée) d'une consultation des Calédoniens !

■ **Saint-Pierre-et-Miquelon.** – Le gouvernement va-t-il transférer au Canada le contrôle de l'espace aérien français situé à Saint-Pierre-et-Miquelon ? L'ex-ministre des Outre-mer, Annick Girardin, actuellement sénatrice, s'en inquiète et elle a raison. À l'heure où Trump lorgne sur le Groenland, soyons attentifs à tout ce qui se passe dans cette zone où la France est présente.

HUBERT DE MARANS.



SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : HENRI MANUEL.



Édouard Daladier. À partir de 1937, il infléchit vers la droite la ligne du parti radical.



SOURCE: ILLUSTRATION GÉNÉRÉE PAR IA – PERPLEXITY.

Municipales

Les véritables enjeux d'une élection locale

par Laurent Tréhu.

Les 15 et 22 mars, les Français éliront leurs conseillers municipaux et communautaires dans un paysage politique instable. Ce scrutin local déterminera les équilibres pour les sénatoriales de septembre 2026 et constituera un tournant décisif avant la présidentielle de 2027.

Les élections municipales de mars constituent un triple test. D'abord, et évidemment, avec un intérêt local immédiat pour chaque formation quant à sa capacité à gouverner nos 34 875 « petites républiques » (1) et nos 1254 intercommunalités. Et répondre aux priorités exprimées par les électeurs dans un cadre de contraintes budgétaires sans précédent pour les communes (Royaliste n° 1312).

Ensuite, et peut-être surtout, ces élections locales seront un test national évaluant l'implantation de chaque force politique avant le prochain scrutin présidentiel. Et mettront à l'épreuve les stratégies de tous les partis dans un contexte de fragmentation majeure. Lors du meeting de lancement de la campagne municipale de La France insoumise, fin novembre à Aubervilliers, Jean-Luc Mélenchon a qualifié ces municipales de « galop d'es-sai » avant l'élection présidentielle.

Un troisième tour en... septembre. – Enfin, il s'agit également d'un enjeu stratégique en vue des élections sénatoriales à venir. Les délégués des conseils municipaux représentent 95 % des grands électeurs pour le scrutin de la chambre haute.

Les résultats des municipales détermineront la composition de ces collèges de grands électeurs pour les sénatoriales de septembre 2026, qui concerneront plus de la moitié du Sénat, soit 178 sénateurs (les 170 sièges restants seront renouvelés en 2029, donc sous la même mandature municipale). « Les sénateurs savent bien que leur élection s'apparente à un troisième tour des municipales », notait *Le Monde* dans son édition du 16 décembre.

Un scrutin décisif avant les sénatoriales et la présidentielle.

Cet enjeu demeure crucial pour deux mouvements en particulier. Un : le Rassemblement national espère « doubler voire tripler [son] nombre de sénateurs » (N.D.L.R. : trois élus encartés et un ex-RN aujourd'hui) et ambitionne de former un groupe au palais du Luxembourg. Deux : La France insoumise, qui avait fait l'impasse sur les municipales en 2020 et qui ne dirige que deux villes de plus de 5 000 habitants (Fosses, en Val-d'Oise, et Faulquemont, en Moselle), se fixe comme objectif premier d'obtenir davantage d'élus locaux pour constituer un « vivier »

de grands électeurs. Et faire son entrée au Sénat où, actuellement, elle n'a aucun représentant.

Le rapport de force en construction.

Pour ces municipales, le Parti socialiste mise sur des alliances avec Les Écologistes pour conserver et reconquérir des villes ; Les Républicains sont pris en tenaille entre le RN et le centre ; Les Écologistes jouent leur survie sur leurs conquêtes de 2020 ; Renaissance (qui, selon *Le Monde*, ne compte plus que 2 000 conseillers municipaux sur les 10 000 élus en 2020, certains ayant abandonné leur mandat ou l'étiquette en cours de route) adopte une tactique de limitation des dégâts ; le Rassemblement national cherche à transformer sa dynamique nationale en ancrage territorial qui lui fait défaut ; La France insoumise teste une manœuvre autonome risquée...

Quels seront les résultats de ces stratégies ? Rien n'est écrit d'avance. Une chose est sûre : ces municipales seront un scrutin charnière dont les résultats des villes, principalement, donneront un état des lieux des rapports de force avant la présidentielle. D'autant que certains partis testent de nouvelles alliances. C'est particulièrement vrai pour le bloc central qui part en ordre dispersé : parfois alliés, parfois adversaires, Renaissance, MoDem et Horizons tentent des soutiens à d'autres formations dès le premier tour.

Les priorités des électeurs. – Cependant, la perception que les électeurs ont, localement, de ces enjeux nationaux demeure

◀ **Scrutin municipal.** Les résultats du 22 mars renseigneront aussi sur le rapport de force politique avant la présidentielle de 2027.

nuancée. Selon un sondage Odoxa du 16 décembre, réalisé pour la presse régionale, 80 % des électeurs déclarent se décider en fonction des priorités locales uniquement, tandis que seulement 19 % tiendront compte d'enjeux nationaux. Une étude d'Elabe, publiée le 9 janvier pour *La Tribune Dimanche* et BFMTV, tempère légèrement ces chiffres : 53 % des Français déclarent que leur choix sera fondé sur les enjeux locaux uniquement, tandis que 40 % tiendront compte à la fois d'enjeux locaux et nationaux. Cette dimension nationale s'avère davantage marquée chez les électeurs du Rassemblement national (42 %) et de La France insoumise (56 %).

Les électeurs expriment des priorités claires pour ces scrutins municipaux. Selon le sondage Odoxa, la sécurité et la lutte contre la délinquance arrivent en première place, citées par un électeur sur deux. L'offre de soins et le niveau des impôts locaux arrivent *ex æquo* en deuxième position, à 35 % chacun. Le développement économique local suit à 27 %, tandis que la propreté de la commune conclut le Top 5 à 25 %. Juste avant l'environnement et la lutte contre la pollution (19 %). L'étude d'Elabe, plus récente, confirme cette hiérarchie. La sécurité reste la priorité absolue, citée par 45 à 50 % des électeurs, devançant largement la fiscalité locale (39 %) et l'accès aux soins (34 %).

Malgré la défiance envers la classe politique nationale, les Français continuent d'exprimer une satisfaction relative envers leurs élus locaux. Selon le baromètre Odoxa de décembre, 62 % des sondés sont satisfaits de leur maire et 70 % se félicitent du travail accompli par leur municipalité. Mais seulement 56 % souhaitent que leur maire actuel soit réélu. Ce taux monte à 64 % dans les communes de moins de 3 500 habitants mais descend à seulement 46 % dans les plus grandes villes, révélant une certaine aspiration au changement dans les métropoles.

Reste que le sujet de la participation électorale est préoccupant. En 2020, le taux d'abstention avait atteint un record de 55,36 % au premier tour, largement influencé par la pandémie de Covid. Ce chiffre constitue un record absolu pour des élections municipales sous la V^e République. Cette année, la participation devrait être meilleure, mais elle reste imprévisible compte tenu de la fragmentation actuelle du paysage politique. Ces municipales sont bien plus qu'un scrutin local, on vous dit... ■

(1). Pour la première fois, un scrutin de listes proportionnel à deux tours s'appliquera à toutes les communes (y compris celles de moins de 1 000 habitants) avec prime majoritaire : 50 % des sièges pour la liste arrivée en tête ; sauf aux conseils municipaux de Marseille et de Lyon et au Conseil de Paris où la prime sera limitée à 25 %.

Langue française

La bataille contre l'écriture inclusive

Une décision du Conseil d'État contestée par l'Académie française relance la bataille autour de l'écriture inclusive.

L'affaire paraît dérisoire. Elle ne l'est pas. La mairie de Paris avait décidé de refaire des plaques commémorant d'anciens édiles en utilisant l'écriture inclusive : conseiller.e.s et président.e.s. L'association Francophonie Avenir avait demandé que les plaques soient de nouveau gravées selon les règles de la grammaire française qui ne prévoient pas de points médians. Selon l'association, l'usage de l'écriture inclusive est une prise de position politique contraire à la neutralité du service public.

La mairie de Paris ayant refusé de reconnaître la pertinence des arguments de l'association, l'affaire a été portée devant la justice administrative, et le Conseil d'État a estimé le 31 décembre dernier que la graphie utilisée n'avait pas de signification politique ou idéologique. Tel n'est pas l'avis de l'Académie française, qui avance ses propres arguments juridiques. Il est vrai que la loi du 4 août 1994 dispose que la langue française est un élément fondamental du patrimoine national. Or l'imposition de points médians est un acte arbitraire qui porte atteinte à la compréhension de la langue française et qui nuit à son apprentissage.

Le caractère nuisible de l'écriture inclusive a d'ailleurs été reconnu par l'État, qui a interdit son usage dans les actes administratifs par une circulaire publiée en mai 2021. Cette interdiction est justifiée. Ce sont des groupes ultra-féministes qui tentent de modifier la grammaire en affirmant qu'elle souligne la domination du masculin sur le féminin. Tel n'est pas le cas. Le masculin remplace la forme neutre inexistante en français. Il s'applique aux

hommes comme aux femmes, surtout dans l'exercice d'une fonction publique, contrairement au mauvais usage qui se répand : on dit *madame le juge* parce que la justice est rendue sans égard pour le sexe du magistrat. La distribution des genres masculin et féminin est quant à elle aléatoire dans notre langue comme dans les autres. *Un* homme peut être *la* victime d'un accident, *un* soldat peut être posté en sentinelle... Ces observations n'excluent pas la féminisation de divers métiers.

Il est regrettable que le Conseil d'État sacrifie à une mode qui porte en elle un paradoxe : l'utilisation de l'écriture inclusive est un marqueur idéologique qui pousse à l'exclusion puisqu'elle complexifie de manière absurde une langue difficile à apprendre et rendue, de surcroît, illisible. ■

CLAUDINE UZERCHE

Consommation

La pénurie d'œufs

Les rayonnages des supermarchés Lmanquent d'œufs. Les prix ont augmenté et la provenance indiquée est parfois étrangère : Espagne, Pologne... Ce n'est pas bon pour notre commerce extérieur, ni pour le bilan carbone de ces denrées relativement faciles à transporter d'un pays à l'autre, alors que la demande d'œufs supposés « bio » va croissant.

Dans le même temps, il n'est pas une semaine où l'on n'apprend qu'un projet de poulailler industriel est retoqué par la justice. Ceux-ci prévoient souvent de 40 000 à 140 000 poules pondeuses, et les maires, poussés par leurs administrés, mettent le maximum de bâtons dans les roues de ces projets. Il est vrai que la visite de tels établissements soulève le cœur des gens qui n'y sont pas habitués par le caractère « concentrationnaire » des installations. Le voisinage se plaint des bruits et des odeurs, les nappes phréatiques sont menacées, etc.

Où mais, il faudrait savoir. Parce que la consommation d'œufs en France ne cesse d'augmenter : + 3,9 % en 2023, + 4,7 % en 2024, + 5 % pour 2025. L'alimentation protéinée est en effet redevenue à la mode grâce à des diététiciens influenceurs qui prônent la consommation d'œufs pour les enfants, les sportifs, les vieillards... Et la consommation d'œufs revient moins cher que celle de viande ou de poisson...

Pendant ce temps, Ursula von der Leyen a signé, le 17 janvier à Asunción, le traité de libre-échange avec l'Amérique latine. On n'importera peut-être pas directement des œufs frais, mais sous des formes transformées, en briques, dans des gâteaux. Quant à la volaille sud-américaine, elle est omniprésente dans la restauration collective, les surgelés... Sans aucun respect des normes européennes. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.



L'écriture inclusive. Le nouveau signe de ralliement de la gauche stupide.

Sur le front paysan

Le mauvais traité et ses suites

Le Mercosur a été signé malgré l'opposition tardive d'Emmanuel Macron. Si le Parlement européen vient d'en bloquer l'application, on découvre que certains industriels français n'ont pas attendu pour importer des viandes sud-américaines à bas coût.

Comme prévu, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a signé le 17 janvier à Asuncion, capitale du Paraguay, l'accord de libre-échange entre l'UE et les pays du Mercosur, dont les deux puissances agricoles d'importance que sont l'Argentine et le Brésil. Emmanuel Macron a échoué à coaler une minorité de blocage pour empêcher cette signature après un quart de siècle de négociations intercontinentales.

Ce traité supprime 90 % des droits de douane entre les deux espaces économiques. Il sera plus facile pour les Européens d'exporter automobiles, machines, vin et fromages. Dans l'autre sens, ce sera l'importation de bœuf, volaille, soja, sucre ou miel. Les principales organisations syndicales d'agriculteurs français ont manifesté dès le 20 janvier aux abords du Parlement européen de Strasbourg, cette institution devant ratifier l'accord.

La France aurait pu déposer un recours devant la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE), mais, hélas, le gouvernement y a renoncé. La bonne nouvelle est venue, pour une fois, du Parlement européen qui approuvait, le 21 janvier, la saisine de la Cour, ce qui pourrait reporter la ratification définitive du traité de 12 à 18 mois au moins. La consternation était visible, mercredi soir, sur les visages des représentants de la Commission et le chancelier Merz ne cachait pas son agacement

vis-à-vis de ce qu'il considère comme « *un coup de la France* ». La bataille n'est pour autant pas finie : on ne saura en effet que dans quelques semaines si les magistrats de Luxembourg donnent droit à ce recours, et Bruxelles et Berlin, unis comme les deux doigts de la main, menacent d'appliquer le traité, de façon provisoire, sans attendre la décision de la CJUE, au risque d'être accusés de forfaiture par la France et les autres Etats défavorables au traité. Bref, le combat continue et il risque de durer de longs mois.

Du poulet et de la langue de bœuf brésiliens transformés en Bretagne.

— Un barrage filtrant organisé le 14 janvier à Dol-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine) par les Jeunes Agriculteurs et la FDSEA 35 a découvert une cargaison de 21 tonnes de poulet congelé en provenance du Brésil et à destination de l'usine de Saint-Nicolas-du-Pélem (Côtes-d'Armor) appartenant à la coopérative Terrena présidée par Olivier Chaillou, agriculteur en Maine-et-Loire.

Cette coopérative le commercialise sous la marque Père Dodu. Un approvisionnement légal mais qui interroge.

Dans le Finistère, à Pouldreuzic, c'est la marque de pâté Hénaff, fournisseur de la Marine nationale, qui a fait l'objet de critiques : elle importe l'intégralité de ses langues de bœuf, revendues en boîtes de conserve, depuis ce même Brésil.

Cette situation remonte à 1967 et concerne un produit de niche. Elle choque d'autant plus que le patron de la société, Loïc Hénaff, 54 ans, est conseiller régional de Bretagne, membre de la majorité de gauche, et que ces langues de bœuf sont commercialisées sous le label « *Produit en Bretagne* ». Le 16 janvier, une trentaine de *bonnets jaunes* de la Coordination rurale ont fait entendre leur voix dans le calme devant le siège de l'entreprise aux côtés de l'ancienne présidente de leur syndicat, Véronique Le Floch. ■

JEAN BONGRAIN.

La Quinzaine en France

■ **Croissance.** — Selon la Banque de France, le PIB a progressé de 0,9 % en 2025. Un résultat un peu meilleur que prévu, porté par les exportations d'avions, de médicaments et d'armement. L'institut monétaire table pour 2026 sur une croissance de 1 %, en ligne avec les prévisions de l'Insee.

■ **Tissu productif.** — 2025 restera une année noire pour les défaillances d'entreprises : 70 000 entreprises sont entrées en procédure judiciaire (+ 3,5 % par rapport à 2024) et, pour 45 000 d'entre elles, une liquidation a été prononcée. Parmi les secteurs les plus touchés : l'industrie manufacturière et le commerce de vêtements.

■ **Hydroélectricité.** — Une proposition de loi concernant l'avenir des barrages hydroélectriques a été déposée le 13 janvier par deux députés, PS et Modem. Prétendument destiné à préserver notre souveraineté énergétique, ce texte met en réalité en musique le mauvais accord trouvé l'été dernier entre Bruxelles et le gouvernement Bayrou, qui prévoit une mise en concurrence déguisée d'une partie des installations gérées par EDF. Attention, danger !

■ **Salon de l'agriculture.** — Pour la première fois depuis sa création en 1964, il n'y aura pas de bovins au Salon de l'agriculture qui se tiendra au parc des expositions de la porte de Versailles du 21 février au 1^{er} mars. Malgré les propos rassurants de la ministre de l'Agriculture sur les risques liés à l'épizootie, les éleveurs ont décidé de maintenir leur boycott pour protester contre le Mercosur et la gestion de l'épidémie.

■ **Auchan.** — La cour administrative d'appel de Douai (Nord) a confirmé, mercredi 7 janvier, l'annulation du plan de sauvegarde de

l'emploi du groupe Auchan qui prévoyait la suppression de 2 389 postes. Une grande victoire, saluée par les syndicats, qui sont en guerre depuis des années contre la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan.

■ **Alstom.** — Après une belle année 2025, le constructeur ferroviaire aborde 2026 avec confiance. Son carnet de commandes atteignait déjà 100 milliards d'euros à la fin de décembre, et deux nouveaux contrats, l'un pour des trains régionaux allemands, l'autre pour le réseau TGV de la SNCF, viennent d'être signés en début d'année.

■ **Renault.** — Sollicité par le ministère des Armées, le constructeur automobile vient de conclure une alliance avec le groupe de défense Turgis Gaillard pour produire des drones militaires. Selon des sources syndicales, ces drones pourraient être produits en série dans les usines de Cléon (Seine-Maritime) et du Mans et voler à partir de septembre.

■ **Bosch.** — Le 20 janvier, le groupe allemand a annoncé la fermeture d'une de ses usines françaises : celle de Moulins-Yzeure dans l'Allier. Une décision particulièrement brutale pour les 270 employés du site et pour un département déjà durement touché par les restructurations industrielles.

YVONNE CHASSARD.



Manifestation contre le traité avec le Mercosur en janvier 2026. Le combat n'est pas perdu.

SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS.



Chronique internationale

Trump II, an II

par Yves La Marck.

« Attendons 2028. » Beaucoup font le gros dos en attendant la fin de l'épisode Trump. Ce serait une grave erreur de penser qu'en 2029 tout redeviendra « comme avant ». Quelle que soit la forme que prendra l'après-Trump, sa place dans l'histoire américaine est assurée.

Le 20 janvier, le 47^e président des États-Unis est entré dans la seconde année de son second mandat. C'est assez pour s'interroger déjà sur son bilan et son héritage. Non seulement il atteindra l'âge de 80 ans le 14 juin prochain, mais encore il sait qu'il ne lui reste que trois ans de présidence. En dépit d'arguties juridiques, il a apparemment abandonné l'idée de faire un troisième mandat. Il lui faut donc redoubler d'ardeur pour atteindre ses fins d'ici deux ans. S'il ne semble pas obnubilé par sa santé, les observateurs notent néanmoins qu'il se fatigue plus vite, qu'il passe de plus nombreuses heures au golf (de 25 à 30 % de son temps selon *Le Grand Continent*), à quoi l'on répond que, contrairement à son premier mandat, il a autour de lui une large équipe solide, loyale, et qu'il a acquis lui-même une maîtrise des dossiers et surtout de la communication. Il reste qu'il peut tomber victime du « syndrome de l'an deux », qu'une fois les projets lancés la première année, il faille accélérer la deuxième année pour qu'ils aient une chance de se concrétiser ou de devenir irréversibles avant que leur auteur ne quitte la scène. Comme lors de la Révolution française, la deuxième

année est celle de la radicalisation. Si l'on fait référence au général de Gaulle, il a précipité ses projets après avoir été élu en décembre 1965. 1966 avait vu coup sur coup la sortie de l'organisation atlantique intégrée, le voyage à Moscou, les propositions de réforme de l'ONU et des institutions de Bretton Woods. Le Général avait une claire conscience de la marche inexorable du temps. Arnaud Teyssier a parlé d'« *angoisse* ».

L'histoire américaine, sa constitution, sa vie politique, se sont construites en opposition à la vieille Europe. La phase historique commencée en 1944-45 n'aura été qu'une parenthèse.

Le monde, comme si le destin du monde était à la merci d'un comté du Colorado, n'a à la bouche que les échéances électorales dites de mi-mandat en novembre 2026, qui devraient normalement voir les Républicains perdre la majorité à la Chambre des représentants. Cela ne devrait au contraire que renforcer l'activisme et l'agressivité du locataire de la Maison Blanche.

▲ Donald Trump entouré par J. D. Vance et Marco Rubio. La relève du trumpisme semble, pour le moment, assurée.

L'après-Trump. – La pérennité de son système, ou plutôt de son antisystème, dépendra de sa capacité à poser des actes structurants, ou déstructurants, pour placer le corps politique et la société devant le fait accompli avant de passer la main. Quel qu'il soit, on l'a vu avec Biden, son successeur, même démocrate, ne pourra faire autrement que de conserver une partie de son acquis. La question se pose en d'autres termes s'il est républicain. Un trumpisme sans Trump est à la merci de ses partisans. Donald Trump en impose par son charisme. Sa méthode étant purement pragmatique et opportuniste, elle sera difficile à endosser par ceux qui, pour exister, cherchent à accentuer tel ou tel aspect du conservatisme et de l'illibéralisme ambiants. Le vice-président, J. D. Vance, donné favori, représente une inflexion, tout comme le secrétaire d'État, Marco Rubio, qui pour le moment semble s'être rallié à lui. La crise vénézuélienne a montré que l'isolationnisme prêté au premier est contrebalancé par l'interventionnisme mesuré et raisonné du second qui le démarque toutefois de la mouvance néo-conservatrice qui avait mené à la guerre en Irak.

Trump dans l'histoire américaine. – « *Qui contrôle le présent peut contrôler le passé ; qui contrôle le passé contrôle le futur* » (George Orwell). Le trumpisme ne passera pas en 2026 ni en 2028 parce qu'il se relie à un « narratif » qui l'arrange mais que, sans

être du tout historien, Trump a su mettre en avant. Essentiellement trois périodes :

L'âge d'or ou « *plaqué or* » (*the gilded age*) de la présidence McKinley, élu en 1897, dont Theodore Roosevelt fut le vice-président puis le successeur (après son assassinat en 1901) jusqu'en 1907. Trump s'est référé au protectionnisme mis en place par McKinley, mais il n'ignore pas le coup de maître de la guerre avec l'Espagne qui permit à Washington de mettre en œuvre par ses propres forces la déclaration Monroe de 1823. Porto Rico, Cuba, Guam et les Philippines (outre Hawaï) tombaient dans l'escarcelle américaine comme des fruits mûrs. Seules les Philippines furent administrées en colonie. C'est l'époque où, comme le montre Arnaud Orain (*Le Monde confisqué*, 2024), l'amiral Alfred Mahan pose la doctrine de la domination maritime.

Le grand réveil (*the great awakening*, d'où vient aussi le mot *woke*, au sens d'éveillé). S'inscrivant dans la lignée des réveils récurrents dans l'histoire américaine depuis 1734 (Jonathan Edwards), la particularité de la prévalence évangélique depuis le début du XXI^e siècle est qu'elle a promu un courant minoritaire, qui avait surtout fleuri dans les missions étrangères, lié à ce que l'on a appelé « *l'évangile de la prospérité* » (*Gospel of Growth*), influent en Amérique du Sud et en Afrique, alors même que la sécularisation progresse rapidement dans l'ensemble de la population américaine et spécialement la génération Z, majoritairement areligieuse.

La révolution américaine de 1776 (*Independence Day*), qui fêtera le 4 juillet 2026 son deux-cent-cinquantième anniversaire. Donald Trump a une lecture de l'événement différente de celle de *l'establishment* de Nouvelle-Angleterre, démocrate, élitiste « clintonien ». Il s'inscrit en faux avec le consensus promu par ces derniers, pour revenir, dit-il, aux sources populistes du manifeste constitutionnel : « *We, the People*. » Le président a prévu un tour de l'Amérique profonde : des réunions publiques pour limiter la casse aux élections de mi-mandat.

Les deux Occidents. – L'histoire américaine, sa constitution, sa vie politique, se sont construites en opposition à la vieille Europe. La phase commencée en 1944-45 est une parenthèse plus sûrement que ne le sont les périodes précitées. Au sein de l'opinion américaine, l'atlantisme a triomphé là où le wilsonisme avait échoué. Quoi qu'il en soit, ces deux époques appartiennent au passé. Ce n'est pas seulement l'OTAN sous sa forme actuelle, c'est la notion même d'alliance, où que ce soit dans le monde, qui se trouve « périmée ». Pourquoi pas ? Il existe d'autres pratiques.

Parmi les alternatives, celle qui est avancée sous le vocable de national-conservatisme fait illusion. Il n'y a pas d'internationalisme des nationalismes. De surcroît le schisme américano-européen est sans remède. La réaction dominante en Europe et en premier lieu en France, toutes tendances politiques confondues, aux priorités affi-

chées de la politique étrangère de Trump, que ce soit au Venezuela, au Groenland, en Israël ou en Ukraine, révèle que le ressentiment dépasse la simple actualité pour être plus structurelle. Cela contredit la confiance affichée à la Maison Blanche dans les partis « patriotes » européens. Le parti-pris hongrois avec Orbán est une impasse. Le Rassemblement national avait déjà pris ses distances à l'égard de la base MAGA. Reform UK de Nigel Farage privilégie le recentrement en vue de parvenir au gouvernement aux prochaines élections. L'Italie suit sa voie propre, universellement compatible. Rome se veut au cœur du ou des dialogues, médiatrice sans être motrice.

L'Amérique est le seul hémisphère occidental. L'Europe et l'Asie appartiennent

à l'hémisphère oriental. Ces références ne datent pas d'aujourd'hui. Certains les datent de 1492 (1). Même si l'on ne partage pas les schémas de Mackinder (« *l'île-monde* » et « *le noyau central* ») qui ont influencé le XX^e siècle, même si l'on rejette la théorie des zones d'influence à la Carl Schmitt (« *l'espace vital* »), Europe et Amérique n'appartiennent pas au même monde, à un même Occident qui, né en Europe, se serait transporté aux Amériques. Le reconnaître serait le meilleur moyen de renouer une conversation et d'identifier un chemin commun. Et si nous recommençons par 1776 ? ■

(1). Mathieu Bock-Côté, *Les Deux Occidents*, Les Presses de la Cité, 2025.

Belgique

Une région bruxelloise bloquée

Le 20 janvier 2026, Yvan Verougstraete qui tentait depuis décembre de mettre sur pied une coalition parlementaire et un exécutif bruxellois a jeté l'éponge.

La création de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la troisième réforme de l'État (1988-1990) visait à régler l'épineuse question d'identité de cette capitale située en Flandre, mais peuplée très majoritairement de francophones. Pour ne pas réduire la région administrative à la commune de Bruxelles, on lui a adjoint dix-huit communes périphériques. Il y a deux collèges électoraux et deux représentations : 89 députés francophones et 17 députés néerlandophones. Pour créer un exécutif il faut une double majorité, francophone et néerlandophone.

La question linguistique est au cœur du fédéralisme belge, d'où une structure com-

plexe. Aux trois régions administratives (Flandre, Wallonie, Bruxelles-Capitale), chacune dotée d'un Parlement élu et d'un exécutif, viennent s'ajouter trois communautés linguistiques (francophone, néerlandophone, germanophone), bénéficiant chacune d'un exécutif et d'un parlement. Le Parlement francophone est composé des députés francophones de la Région de Bruxelles-Capitale et des députés wallons ; le néerlandophone, des députés flamands et ceux de la Région de Bruxelles-Capitale. Enfin, la communauté germanophone est dotée d'un parlement élu au suffrage universel direct car il n'y a pas de région administrative allemande. Elle regroupe les populations et territoires originellement de langue allemande et rattachés à la Belgique au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ils font partie de la région wallonne. Il y a donc en Belgique sept Parlements et sept gouvernements en ajoutant, aux six précités, l'exécutif et le Parlement fédéraux. Chaque entité administrative (fédérale comprise) ou linguistique se trouve dotée de domaines de compétences propres.

Comme il y a deux collèges électoraux dans la Région de Bruxelles-Capitale, tout



Yvan Verougstraete. Le président des Engagés n'a pas réussi à doter la région bruxelloise d'un exécutif.

SOURCE : WIKIPEDIA, PHOTO : FABIAN SANGUINETTI

exécutif doit bénéficier du soutien d'une double majorité, francophone et néerlandophone. Ajoutez que toutes les grandes familles politiques sont dotées de deux partis issus de chacune des deux régions administratives. Il y a donc quinze partis représentés au Parlement bruxellois, plus deux députés indépendants. Yvan Verougstraete avait regroupé autour de lui 37 députés francophones sur 72 mais seulement 7 députés néerlandophones sur 17. Il en manquait donc deux. L'impasse depuis juin 2024 est liée à trois facteurs en plus des questions d'orientation budgétaire. Il y a les exclusives portées contre tel ou tel parti. Les socialistes wallons ne veulent pas entendre parler des nationalistes flamands de la N-VA. De leur côté, la droite flamande et les libéraux francophones ne veulent pas discuter avec les députés du parti TFA (Team Fouad Ahidar), jugés par eux islamistes. Tous rejettent « l'extrême gauche », l'équivalent belge de La France insoumise. Ajoutez encore l'inimitié personnelle entre leaders, et tout devient plus compliqué. L'évolution politique de la Belgique doit aussi être prise en compte. Depuis juin 2024 au moins, on voit une tendance à une opposition entre un pôle de droite, qui constitue l'essentiel de la majorité fédérale, et un pôle de gauche qui constitue l'essentiel de l'opposition. D'où la difficulté à l'échelle bruxelloise de faire travailler ensemble droite et gauche, d'autant que certains partis veulent une coïncidence entre majorités parlementaires régionales et fédérales. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

La perle rare

Il fait consensus. Il a l'estime d'Israël, de l'Autorité palestinienne et du Hamas, de l'Égypte et des Émirats arabes unis. Il est à la fois pour la solution à deux États et les accords d'Abraham. Il est le représentant des Nations unies autant que des États-Unis. Il est européen. Il avait même été élu député au Parlement européen en 2007. Il y a dix ans qu'il arpente le Moyen-Orient. Pourtant, il a réussi à passer sous les radars tout ce temps. Son nom était inconnu des non-initiés. Qui est-il ?

Il s'appelle Nikolai Mladenov, 53 ans. Il est bulgare. Il a été ministre des Affaires étrangères de son pays de 2010 à 2013. Il a ensuite rejoint les Nations unies pour servir d'envoyé spécial en Irak, puis à Jérusalem auprès du quartet (NU, USA, UE, Russie) mené par Tony Blair, chargé de relancer le processus de paix, finalement dissous, avant de se retrouver, à Abou Dabi, la tête de l'académie diplomatique des Émirats. Il est à signaler qu'il était tombé tout enfant dans la marmite, ayant vécu à Damas lorsque son père y était diplomate... de la très communiste et loyalement pro-soviétique et pro-russe Bulgarie.



Nikolai Mladenov. Désigné par Trump comme Haut-représentant pour Gaza.

Haut-représentant pour la bande de Gaza, sur le modèle peut-être du haut représentant pour la Bosnie-Herzégovine ? Il est la clé entre le Conseil de la Paix composé de hautes personnalités internationales, présidé par Donald Trump en personne, et le Comité national exécutif de quinze « technocrates » palestiniens animé par Ali Chaat, natif de Khan Younis dans la bande de Gaza, ex-vice-ministre des Transports de l'Autorité palestinienne, appelé à remplacer le Hamas dans l'administration du territoire et la reconstruction sur la base du plan égyptien. Ce n'est qu'après avoir identifié cette perle rare, deux mois après le vote de la résolution 2803 du Conseil de sécurité des Nations unies le 27 novembre dernier, que Washington a pu annoncer, le 14 janvier, la mise en place du dispositif. Celui-ci a évolué, la Maison Blanche ayant dissocié le Conseil qui, en tant que Board dans la version anglaise, s'apparentera à un conseil d'administration d'une société par actions, voué à assurer le financement de la reconstruction sous forme d'un ticket d'un milliard de dollars par membre. La jonction avec les responsables de terrain sera assurée par un conseil exécutif où l'on retrouvera les représentants des pays concernés (Israël, Égypte, Qatar, Turquie, Émirats arabes unis), l'envoyé spécial des Nations unies, les membres américains du Conseil – dont le secrétaire d'État Marc Rubio, l'envoyé spécial Steve Witkoff, le gendre de Trump, Jared Kushner, le président de la Banque mondiale Ajay Banga – ainsi que l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair.

Le portrait du Bulgare par le quotidien libanais *L'Orient-Le Jour*, suivi par la chaîne qatarie Al Jazeera, ne multiplie les louanges du diplomate orientaliste que pour en exposer les limites politiques. On l'attend sur le « maintien du statu quo », « une stabilisation gestionnaire du conflit », « la prévention de l'escalade », « des mesures de confiance plutôt que des gestes spectaculaires », une « approche de contrôle des dégâts ». ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Burkina Faso.** – Paul-Henri Sandaogo Damiba, bref président de la Transition de janvier à septembre 2022 avant d'être renversé par un putsch militaire, a été extradé le 17 janvier vers le Burkina par le Togo, où il s'était réfugié. Ennemi désigné du régime d'Ibrahim Traoré, Damiba est soupçonné de corruption, de blanchiment d'argent et de plusieurs tentatives de coups d'État. Le gouvernement assure toutefois qu'il n'encourra pas la peine de mort.

■ **Chili.** – Le nouveau président José Antonio Kast a dévoilé sa future administration. Malgré la promesse d'un « gouvernement d'unité », Kast a choisi à l'issue de rares consultations 24 ministres dont la plupart sont dépourvus d'expérience politique. En outre, il a heurté l'opinion en offrant respectivement les portefeuilles de la Défense et de la Justice à Fernando Barros et Fernando Rabat, deux anciens avocats d'Augusto Pinochet.

■ **Japon.** – Jugé pour le meurtre, le 8 juillet 2022, de l'ancien Premier ministre Shinzō Abe, Tetsuya Yamagami a été condamné mercredi 21 janvier à une peine de prison à perpétuité par le tribunal de Nara. Le juge a retenu la préméditation d'un acte « méprisable et extrêmement malveillant », la victime ayant été abattue de deux balles dans le dos. Yamagami, 45 ans, pourrait en théorie bénéficier à terme d'une libération conditionnelle.

■ **Ukraine.** – En marge du forum de Davos, jeudi 22 janvier, le président Volodymyr Zelensky a déclaré être parvenu à un accord avec Donald Trump concernant les garanties de sécurité de l'Ukraine après la fin de la guerre avec la Russie. Alors que toutes les questions clefs, notamment le devenir des territoires de l'est, ne sont pas résolues, Zelensky a annoncé la préparation de discussions « trilatérales » avec Washington et Moscou.

CASIMIR MAZET.





Situation politique

Panorama d'une crise

par Gaël Brustier.

Depuis la dissolution de l'été 2024, la France est en crise politique permanente. Après la chute du gouvernement Barnier, certains espéraient le retour d'une stabilité relative, mais la censure de l'équipe Bayrou en septembre dernier et les débats stériles autour du budget 2026 confirment que le mal est profond. Gaël Brustier revient ici sur les événements de l'été dernier qui ont mis en lumière les ingrédients d'une « crise de crise de régime » qui se prolonge sous nos yeux.

« Nous sommes à la veille d'un changement de régime », déclarait Nicolas Sarkozy au *Point* quelques jours après sa sortie de prison de la Santé. La France réédite aujourd'hui, en moins réussi, la crise que l'Italie a connue au début des années 1990, avec l'explosion de la coalition de droite dirigée par Silvio Berlusconi. La chute du gouvernement Bayrou a constitué un moment d'accélération de la période que nous connaissons. Compte tenu d'un large faisceau de facteurs maintes fois rencontrés au cours des neuf premiers mois de 2025, l'issue était inéluctable. Elle n'a pas marqué la fin de l'Histoire, mais elle a été le révélateur d'une crise de régime rampante, en passe de devenir explosive. La mauvaise réception de ses annonces de mi-juillet sur le budget a probablement précipité la décision du Premier ministre de se soumettre à la censure, dès le 8 septembre.

Pour comprendre ce qui s'est passé au cours de 2025 et notamment depuis cet été, il faut distinguer entre l'action gou-

vernementale et l'état réel du pays, état ni comptable ni financier, mais éthique, moral, social et politique. La nécessité de régler la question de l'endettement pouvait-elle s'affranchir d'un regard lucide sur l'ensemble de la société française ? En se focalisant sur la dette, François Bayrou s'est soustrait à l'impératif de politiser angoisses et espoirs latents ou activés dans la société française. Il se rêvait Necker, il aurait dû penser « *parti des politiques* ».

Il sera toujours possible, le moment venu, de rediscuter du niveau de la dette, mais beaucoup considèrent que le retour à l'ordre n'attend plus.

Dans le déroulé des événements, est survenu cet objet politique virtuel que fut le 10 septembre, censé être le jour de toutes les mobilisations sociales dont la montée en épingle a précipité la décision de solliciter la confiance ; cette date fait désormais partie des gimmicks de notre vie politique, sociale et évidemment médiatique : objet

aux multiples facettes puisque suscitant l'intérêt, mais curieusement gonflé sur les réseaux sociaux, il s'est nourri de déclarations malheureuses sur les « sacrifices » à fournir. Les deux jours fériés supprimés ont focalisé l'attention mais un mouvement plus vaste, tenant du *burn-out* collectif, est venu précipiter l'échéance.

Le 10 septembre : une intoxication qui a précipité la chute de Bayrou. – En annonçant un mouvement social de grande ampleur, les opposants n'ont pas lésiné sur les moyens. De l'extrême gauche à la droite du PS, dans les médias officiels comme sur les réseaux sociaux, chacun s'est employé à faire monter la pression. Il est vrai que les annonces, consternantes d'incompétence et de méchanceté pour les malades, proférées par l'alors ministre de la Santé, Catherine Vautrin, ont propagé l'incendie dans toutes les strates de la société (comme d'autres idées antérieures, mal acceptées par les Français, à raison d'ailleurs). La plupart des salariés qui ont des suivis au long cours de maladies curables le font sur leurs RTT et congés pour ne pas éveiller l'attention de la hiérarchie : aller les accabler en avançant l'idée grotesque des 7 jours de carence était une provocation, dont on ne sait si on la doit à la bêtise ou à un calcul vicieux. Destructeur ! Tout cela a provoqué en retour un mouvement d'opposition qui tenait à la fois de la mobilisation « *colin-maillard* » et de la politique de « *l'auberge espagnole* » où personne ne sait ce qu'il trouvera sur place tout en étant sûr d'y trouver d'abord ce qu'il apporte. Le

◀ **Un débat à l'Assemblée nationale.** Depuis la dissolution de 2024, le palais Bourbon est le cœur de la crise politique française.

contraire d'un débat politique, programme contre programme, vision contre vision.

La gauche antipolitique. – La classe politique de gauche, privée de repères intellectuels et moraux, de vision stratégique a embrayé, de LFI au PS en passant par Les Écologistes, derrière un mouvement assez bizarrement boosté sur les réseaux sociaux et ressemblant aux pires travers antipolitiques, du mouvement de Beppe Grillo : glorification de l'individu babilleur, affirmations dénuées de fondement, etc. Le 8 septembre d'Olivier Faure, c'est le basculement dans une gauche antipolitique, a-républicaine. Jouant involontairement de toutes les opportunités qui se présentent, abandonnant sa fonction de parti organique de la gauche mais bénéficiant du rejet de LFI, le PS a touché les jetons d'absence de son désinvestissement dans les domaines de la pensée, du projet et de l'incarnation de l'alternative. Une position relativement rentable, qui octroie à ses responsables une forme d'aura sociale, ce qui n'est pas rien pour beaucoup d'entre eux. Petit à petit, sous l'effet de l'abaissement du système médiatique et du niveau des élites politiques, c'est l'habitus des responsables politiques qui a muté et la vie militante qui s'est effacée au profit d'une sorte de show-room des égos et des micro-destins.

La mutation de l'habitus des « politiques ». – Que s'est-il passé en quelques années pour en arriver là ? Nous avions l'illusion que le PS et LFI ou Les Écologistes étaient mus par un esprit militant au sens traditionnel. C'est faux, rigoureusement faux. L'ambition d'un élu de gauche aujourd'hui, c'est d'être un *people* photographié par *Gala*, si possible sur un jet ski. Argent + notoriété comblent le vide existentiel de gens dont la seule raison d'être se résume à mettre dehors les pouvoirs en place. Le drame est résumé par ces photos de groupe où Castets, Autain, Guedj et consorts n'exposent plus aucune idée mais seulement leur personne, dont il faut parler, reparler sans fin. C'est la cour de Versailles en version *OnlyFans*. La tristesse de notre société est corrélée à des faits comme l'enfermement égomaniaque de nos politiques et de nos stars des médias.

Le RN confronté au national-subversivisme. – Quid du RN ? Le RN est prisonnier de deux réalités : son échec constant à bâtir des élites aptes au pouvoir et la propension de son électorat à développer un national-subversivisme. Qu'est-ce ? C'est un vote sécuritaire et identitaire qui se sent impuissant, mais qui tire délectation des déboires des puissants. Souverainisme intégral hier, prisonnier du national-subversivisme aujourd'hui : le risque pour le



Gaël Brustier. Un des meilleurs analystes de l'évolution des idées politiques dans la France d'aujourd'hui.

RN, c'est de camper encore longtemps aux portes du pouvoir ou d'en subir l'épreuve dans la souffrance. Il y a deux pôles composés (donc hétérogènes, sinon hétéroclites) à la droite de la droite : un pôle cherchant à intégrer le cadre institutionnel, à afficher une pensée cohérente et « nuancée », et un pôle subversiviste, souvent complotiste, anti-intellectualiste, spontanéiste. Ce sont deux façons d'être au monde qui écartèlent la droite nationale et « l'empêchent » sans doute plus que son ostracisation manifeste.

Un songe national : la dépolitisation autoritaire. – Cela débouche, en termes de valeurs, sur une accentuation manifeste du désir de dépolitisation autoritaire. Un régime embourbé, victime du gigantesque bavardage vindicatif auquel nous assistons, suscite une méfiance croissante pour la politique et une aspiration à jouer sur la contrainte, sinon sur la répression. C'est moins la dette qui inquiète l'opinion que la faiblesse de l'État : il sera toujours possible, le moment venu, de rediscuter du niveau de la dette, mais beaucoup considèrent que le retour à l'ordre n'attend plus. La France n'est pas un pays qui fonctionne « à l'économique », selon la célèbre antienne de James Carville « *it's the economy, stupid !* », mais plutôt selon l'idée (pardonnez l'anglais !) « *it's politics, stupid !* ». Or, le paradoxe, c'est qu'une grande majorité de nos concitoyens pensent aujourd'hui que la politique est dévoyée, abaissée, avilie, d'où une forme de « rage » à la française qui vise à neutraliser un champ politique perçu désormais comme un foyer infectieux de menaces et d'hypothèques sur leur niveau de vie, leur mode de vie, leur sécurité, qu'elle soit physique ou culturelle.

La politique : fonction ou rôle, représentation ou obscénité. – Il était inéluctable que les différents groupes d'opposition votent non à la confiance, sans même se poser de questions, par pur désir d'exister dans les médias, en oubliant leur fonction politique. Jamais autant de responsables politiques n'ont exprimé d'opinions que sous l'influence de sondages qu'ils lisent soit mal, soit avec une myopie réelle, soit, ce qui est le pire pour un responsable politique, sans anticipation du champ des possibles. Passons sur le comportement déplorable de certains membres du « bloc central », peu susceptibles d'attirer l'intérêt de l'électeur. Il est saisissant, en écoutant les interviews politiques, de voir la montée de l'autofiction chez les politiques : la France bascule dans le syndrome « reine d'un jour », soit dans sa version radiophonique, soit, pire, dans la version littéraire.

Trois France(s) dos à dos. – La partition électorale du pays est à l'œuvre : LFI domine dans les quartiers pauvres des riches métropoles, le « *bloc central* » domine dans les espaces les plus riches des métropoles et dans les régions traditionnellement centristes (Ouest), le RN domine dans la France périphérique et pauvre, là où le recul industriel est manifeste.

L'encadrement du RN est fourni par les anciens cadres du mouvement de Nicolas Dupont-Aignan : ils ont révisé le vieux « *compromis nationaliste* » en un « *compromis souverainiste* », mais en abandonnant sortie de l'euro et Frexit. Certains des jeunes élus sont brillants, solides sur le fond. Cependant, le RN n'a toujours pas l'encadrement militant local ou national et ne maîtrise pas l'appareil d'État : leurs cousins de Fratelli d'Italia disposaient d'une contre-culture et, après 1994, d'une culture de gouvernement.

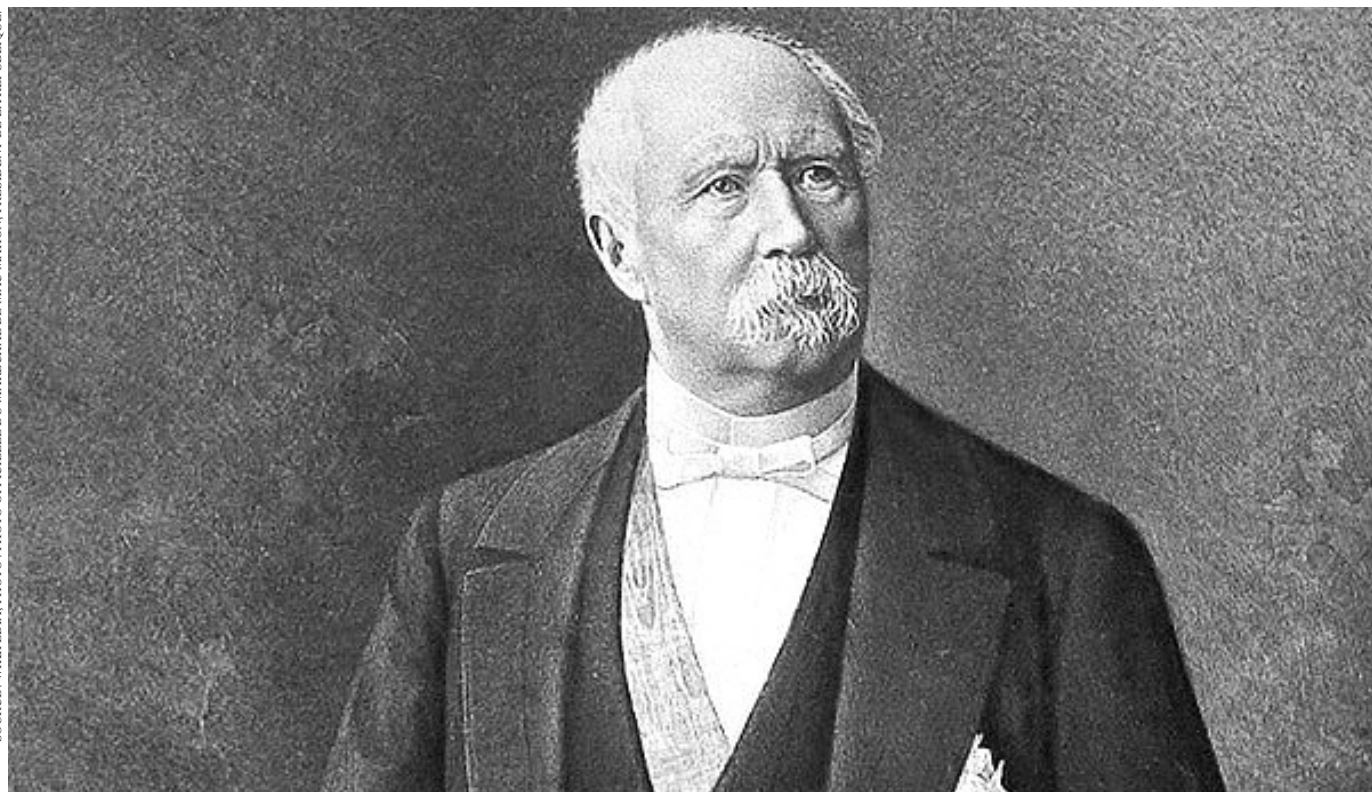
L'encadrement de LFI correspond à son électorat : souvent moins diplômés que leurs électeurs, les députés LFI incarnent une version vindicative, agressive et parfois vulgaire de la politique. Dévoilé dans un livre – *La Meute* – le système LFI est violent. Les deux unités de LFI se complètent mais leur pilier est fragile. Les premiers sont de petits bourgeois, diplômés, déclassés, blancs, *woke*, plutôt jeunes. L'autre est l'électorat musulman qui vote massivement LFI par hostilité envers « *l'islamophobie* ».

Constat terrible : le numérique tue le militantisme *offline*. Il accentue aussi la propension des acteurs de la vie politique à basculer dans le virtuel ; le numérique politique a contribué à brutaliser la situation, à soustraire la parole à l'impératif de se confronter pacifiquement à l'autre.

Voilà le tableau provisoire d'une année 2025 qui, elle, est bien achevée. ■

► Gaël Brustier, *La route de la décivilisation*, Le Cerf, septembre 2025.

SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO OFFICIELLE DU MARÉCHAL DE MAC MAHON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.



Chronique des essais

Misère de la Contre-Révolution

par B. La Richardais.

L'Ordre moral n'a pas eu de postérité et on n'en retient d'ordinaire qu'une expression polémique. C'est pourtant un moment décisif, qui voit l'échec du projet de réinstauration d'une monarchie parlementaire, par la faute d'un prince figé dans une vision providentialiste et de royalistes par trop divisés.

Les événements, complexes, méritent d'être rappelés. L'Assemblée nationale élue le 8 février 1871 compte 400 députés monarchistes, les autres sièges étant occupés par des républicains et par une vingtaine de bonapartistes. Réunis à Bordeaux, les députés investissent Adolphe Thiers comme chef du pouvoir exécutif de la République française en attendant que l'on ait statué sur les institutions définitives. L'urgence est de conclure la paix avec l'Allemagne.

C'est ce régime informel, à forte majorité conservatrice, qui conduit la répression sanglante de la Commune de mars à mai 1871. Le 31 août de la même année, la loi Rivet institue Adolphe Thiers président de la République, « sous l'autorité de l'Assemblée nationale » devant laquelle il est responsable... et qui le renverse le 24 mai 1873. Élu président le même jour, le maréchal de Mac Mahon déclare qu'il continuera « avec l'aide de Dieu », « l'œuvre de libération du territoire et de rétablissement de l'ordre moral dans notre pays... ».

De sensibilité légitimiste, le nouveau président veut promouvoir un projet conservateur-catholique qui va inspirer

les gouvernements successifs jusqu'à la démission du maréchal, le 16 mai 1877. Cette période vient de faire l'objet d'un remarquable travail collectif sous la direction d'Olivier Dard et de Bruno Dumons. On y trouvera une claire présentation de l'affaire du drapeau blanc, brandi par le comte de Chambord en juillet 1871 lorsqu'une délégation de l'Assemblée nationale vient offrir le trône au dernier héritier des Bourbons directs, qui refuse de nouveau le drapeau tricolore en octobre 1873.

Les Français n'adhèrent pas au projet de reconstitution d'une société catholique largement fantasmée, dans l'oubli du conflit multiséculaire entre le pouvoir royal et la papauté.

L'explication de l'attitude de Chambord est simple : éduqué par des ecclésiastiques qu'on dirait aujourd'hui intégristes, pétri d'idéologie contre-révolutionnaire, ce prince attend un signe de la Providence. Si la France n'a pas suivi le même chemin que ses voisins en réinstaurant une monarchie parlementaire assurant le passage à la démocratie, c'est à cause de celui que les or-

léanistes appelaient « Monsieur de Trop ».

Tragique pour nous autres royalistes, le refus du comte de Chambord s'inscrit dans un moment réactionnaire qui affecte l'Europe. En 1864, Pie IX dénonce dans le *Syllabus* les erreurs modernes – rationalisme, libéralisme, socialisme, gallicanisme – et entraîne un vaste courant à militer pour une restauration intégrale du catholicisme, dans l'État, dans l'armée, dans la société. L'Ordre moral s'inscrit dans ce mouvement réactionnaire, mais c'est tout le contraire d'un composé stable et il faut se méfier des clivages simplistes.

Il y a bien sûr une opposition entre les légitimistes et les orléanistes, mais tous les légitimistes ne sont pas réactionnaires. Partisans du suffrage universel, soucieux de porter un remède législatif à la souffrance sociale, certains partisans du comte de Chambord acceptent le drapeau tricolore. D'autres se situent à l'extrême droite : ce sont les cheveau-légers, qui s'opposent à Mac Mahon et à l'Ordre moral et qui sont les incondtionnels du comte de Chambord. Leur radicalité donnera des arguments aux républicains, qui se réjouissent de la rigidité intellectuelle et politique du prétendant légitimiste. Les cheveau-légers, qui expriment un courant significatif de l'opinion publique, soutiennent la cause des carlistes espagnols et s'engagent pour la défense du pouvoir temporel du pontife romain.

Royalistes pragmatiques contre idéologues. – Dans ce milieu politique où les tendances politiques ne sont pas structurées, on trouve de nombreux légitimistes plus conservateurs que réactionnaires, proches des orléanistes et pas seulement sur les

◀ **Le maréchal de Mac Mahon, duc de Magenta.** Président de la République de transition, il ne réussit pas à imposer le retour de la monarchie.

couleurs du drapeau. Au contraire, les ultras du chambordisme détestent les orléanistes : ils s'opposent à l'élection du duc d'Aumale à la présidence de la République après la chute de Thiers et préfèrent s'allier avec les républicains contre les orléanistes en mai 1874 lorsque 52 députés légitimistes favorisent la chute du gouvernement de Broglie.

L'Ordre moral, c'est aussi et surtout un grand mouvement de restauration catholique, symbolisé par la construction du Sacré-Cœur, dans un climat marqué par la défaite militaire, les discours d'expiation, les prophéties apocalyptiques et les apparitions miraculeuses que l'Église observe avec prudence ou suspicion. On vote une loi établissant le repos dominical et une autre en faveur de la liberté de l'enseignement supérieur, on crée les aumôneries militaires, on lutte contre les enterrements civils, on multiplie les pèlerinages où l'on glorifie Pie IX, qui répond par une pluie d'indulgences. Des prêtres et des dignitaires ecclésiastiques s'engagent en faveur de l'Ordre moral ; des ordres religieux et des congrégations soutiennent ouvertement le comte de Chambord et le confortent dans son idéologie contre-révolutionnaire.

Tout cela ressemble à un profond mouvement de renaissance catholique, mais c'est une illusion. Dans leur grande majorité, les Français n'adhèrent pas au projet de reconstitution d'une société catholique largement fantasmée, dans l'oubli du conflit multiséculaire entre le pouvoir royal et la papauté. La radicalité de Chambord et des chevronnés est un repoussoir et les monarchistes, qui commencent à perdre du terrain dès les élections municipales de 1871, subissent la défaite sur défaite aux élections partielles puis générales.

N'oublions pas, cependant, les ruses de la dialectique historique : la défaite politique des légitimistes modérés et des orléanistes engendre leur victoire constitutionnelle puisque la III^e République repose sur des principes orléanistes. En France comme dans l'Ouest européen, la Contre-Révolution subit quant à elle une complète défaite intellectuelle et politique et son cléricalisme forcené provoque le mouvement anticlérical qui durcit la sortie de la religion.

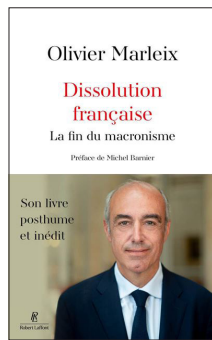
Dans leur conclusion, Olivier Dard et Bruno Dumons montrent la faiblesse de l'héritage mémoriel de l'Ordre moral. L'Action française ne s'en inspire pas, une filiation partielle est repérable chez les Croix-de-Feu, et Vichy, qui ne s'en réclame pas, baigne dans une ambiance cléricale qui inspire le discours d'expiation et la référence aux « valeurs » traditionnelles. Aujourd'hui, plus guère de traces ! ■

► **Sous la direction d'Olivier Dard et de Bruno Dumons, *L'Ordre moral, 1873-1877, Royalisme, catholicisme et conservatisme*, Le Cerf, septembre 2025.**

Politique

Plaidoyer contre le déclin

Dissolution française. La fin du macronisme, par Olivier Marleix, *Robert Laffont, novembre 2025.*



Olivier Marleix s'engagea en politique dès les années quatre-vingt-dix, mais n'acquiesça à véritable notoriété qu'en 2018 : alors député Les Républicains, il présida la commission d'enquête relative à la vente d'Alstom, d'Alcatel, de Technip. À l'instar d'Arnaud Montebourg, son combat pour la défense de l'industrie française fut unanimement salué par la classe politique. Par la suite, il devint président du groupe LR à l'Assemblée nationale de juin 2022 à juin 2024. De cette position privilégiée dans les arcanes du pouvoir législatif est né ce récit publié à titre posthume. Au-delà d'une chronique éclairant les motifs qui présidèrent à la dissolution de l'Assemblée nationale ainsi qu'à la censure du gouvernement Barnier, se dégagent quatre autres fils conducteurs.

Le plus saillant d'entre eux est un réquisitoire contre le macronisme, de sorte que les principales impérities du second mandat jupitérien sont soigneusement analysées : sortie de la crise Covid, déboires de la politique énergétique, réformes des retraites et de l'assurance chômage, loi immigration. Fait notable, un chapitre est exclusivement dédié à la politique étrangère. Avant toute chose, l'auteur souligne l'erreur que constitua la suppression du corps diplomatique, tout en évoquant les errances de la diplomatie macronienne sur les fronts européen, africain et moyen-oriental.

Un réquisitoire peut en cacher un autre : celui contre le Rassemblement national en l'occurrence. Faire preuve de démagogie, ne pas maîtriser les dossiers, rendre l'immigré responsable de tous les maux constituent autant de griefs adressés à la formation de Marine Le Pen. Selon l'auteur, il s'agit plus d'un parti de contestation que de gouvernement.

Si la critique s'avère facile, l'introspection est plus laborieuse. L'ouvrage n'échappe pas à cette loi d'airain. Quand Olivier Marleix évoque sa propre famille politique, il cède aux sirènes de l'hagiographie. Exemple frappant : le gouvernement Barnier est assimilé à une « parenthèse enchantée ». L'exercice d'autocritique pêche tout autant par omission. Jamais les inflexions doctrinales du parti avec le corpus gaulliste ne sont évoquées ; ne sont déplo-

rés que les mauvaises performances électorales et les déserteurs du navire LR. Les causes du rejet du parti font l'objet d'une analyse superficielle.

Alors que l'homme est peu enclin à se dévoiler, l'ouvrage revêt un caractère autobiographique – ce qui est fort appréciable. Ayant côtoyé dans sa jeune carrière des personnalités telles que Maurice Couve de Murville, Philippe de Gaulle, ou encore Pierre Messmer, il en tire une leçon aussi bien politique qu'anthropologique : l'expérience de la guerre forge des hommes d'État ; les périodes de paix sont synonymes de médiocrité.

Ultime fil conducteur, il y a l'esquisse d'un projet de redressement national reposant sur trois impératifs : la démographie (réduction de l'immigration et politique nataliste), le réarmement productif de l'économie française et la redéfinition du périmètre de l'État. Tel est le testament politique légué par Olivier Marleix. ■

LÉON LETELLIER.

Roman historique

Quand le trône vacille

Coup de chaleur à Francheterre, juillet 1830, par Marc Desaubiaux, *L'Harmattan, septembre 2025.*



Récemment, plusieurs publications sous l'égide du jeune historien Baptiste Roger-Lacan (*Le Roi. Une autre histoire de la droite*, Passés composés, mars 2025) ou du professeur Olivier Dard (*L'Ordre moral, 1873-1877 : Royalisme, catholicisme et conservatisme*, Le Cerf, octobre 2025), ont témoigné d'un renouveau des études et de la compréhension de l'échec des droites monarchistes à faire triompher leur programme au XIX^e siècle. Ces occasions perdues font rêver à ce que l'histoire de France aurait pu être... L'historien Frédéric Le Moal avait commis à ce sujet une uchronie brillante (*L'Appel du roi*, Éditions de Paris, septembre 2024) qui montrait ce qu'aurait pu être une France monarchique entre 1940 et 1944.

Le romancier Marc Desaubiaux se situe, lui, en juillet 1830. À Paris, c'est à nouveau la révolution. Mais dans ce petit village au milieu de la forêt entre Montfort et Rambouillet, les nouvelles arrivent avec retard par la diligence. Elles sont reçues par chacun en fonction de la manière dont il a intériorisé tous les événements terribles qui se sont passés depuis 1789. Un climat d'angoisse s'installe, la canicule détraque les nerfs, des coupeurs de route « répu-

blicains » en profitent pour rançonner les voyageurs... On a du mal tout d'abord à distinguer qui est le protagoniste. Ce notaire célibataire qui est mystérieusement devenu celui de la famille royale alors que rien ne semblait l'y prédisposer ? Ce solide marquis au tempérament libéral ? Sa femme exaltée aux principes ultras mais qui s'autorise certains écarts ? Leur jeune fils ? Ce dernier tire à lui la lumière d'un récit qui devient de cape et d'épée. Il aura l'occasion de rencontrer le roi en pleine forêt, de partager la chambre et les jeux du jeune duc de Bordeaux avant que celui-ci ne doive suivre sa famille en exil... Et la jolie fille d'un ancien prêtre jureur revenu « chez lui » alors que personne ne l'attend trouvera-t-elle l'amour ? Bref, tous les artifices et les retournements romanesques qui font que pas une seconde on ne s'ennuie, comme Marc Desaubliaux nous y a habitués tout au long d'une œuvre déjà importante. On sait qu'il aime les mystères de famille qui, tout à la fin, permettent de remettre en place les pièces d'un puzzle à première vue incompréhensible.

Comme d'habitude, son talent se déploie dans des descriptions de paysages et de milieux sociologiques opposés... Mais on avait peut-être oublié qu'il est aussi l'historien de *La Fin du parti royaliste : 1889-1990* et qu'il connaît sur le bout des doigts les enjeux idéologiques de la période. Cela donne un substrat passionnant à ce nouveau roman où il affine encore son savoir-faire psychologique pour décrire des personnages affrontés à des événements qui les dépassent alors même qu'ils se croient dans la maîtrise de leur destin. Beaucoup de finesse d'analyse donc dans cette histoire, même si on a le droit de considérer que l'auteur est allé trop loin dans ses hypothèses, mais c'est le privilège du romancier. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

Écologie politique

Verte, la croissance ? (2)

La croissance verte contre la nature, par Hélène Tordjman, *La Découverte*, mars 2024.



Nous avons décrit dans le n° 1315 de *Royaliste* l'analyse d'Hélène Tordjman sur la croissance verte, qui est « un approfondissement et un élargissement du capitalisme à des systèmes qui y échappaient encore auparavant, en parti-

culier aux différentes formes de vie sur Terre ». Le système économique mondial, d'après elle, est confronté à un dilemme.



FREEDPICK

Soit il maintient la fiction d'un monde infini permettant une croissance infinie. Or la croissance est une accélération : il ne s'agit pas d'aller vite, mais d'aller de plus en plus vite. Même en transformant tout ce qui était bien commun (l'eau, la nourriture, l'écosystème, la santé, la vie...) en valeurs marchandes, les plus ingénieux montages se heurtent au mur du réel, celui de l'épuisement des ressources de la planète.

Soit il accepte l'idée d'un monde fini et oriente sa stratégie vers la décroissance, ce qui veut dire qu'il se suicide au profit d'un autre système socioéconomique, à construire.

Face à cette double impasse, le capitalisme financier fait l'hypothèse que la technique va mettre au point en permanence des solutions permettant de repousser à l'infini les limites matérielles du monde.

Ce choix est un rêve impossible : d'une part, la complexité du monde, et de l'écosystème en particulier, induit l'émergence de caractéristiques nouvelles du milieu que l'on est par définition incapable d'anticiper ; d'autre part, les grandes composantes biologiques (croissance, sexualité, vieillissement, mort) sont inscrites de profondément dans chacun des gènes, des cellules, de la physiologie des êtres vivants, que leur élimination exige d'agir sur tous les cycles, tous les déterminismes, tous les mécanismes qui organisent la vie : l'obsolescence programmée n'est pas une invention du business. Bref, il faut construire *ex nihilo* une biologie artificielle !

Le retour (urgent) à des conditions « viables » d'usage de l'environnement implique que ces observations soient prises en compte par le système capitaliste dominant, ce qui semble impossible. Il faut donc biaiser, trouver une voie qui puisse se construire pas à pas, à côté mais pas contre l'agro-industrie, sans requérir la fin préalable de l'ensemble du système mondial. Cette voie, c'est l'agroécologie. L'auteur montre que l'on peut commencer par des actions « microéconomiques » re-

lativement faciles à appliquer avec l'aide de l'État, pour désintoxiquer l'agriculture, comme on le ferait pour un alcoolique ; et sortir l'agriculteur d'un cercle vicieux mortel. Puis avec le temps, il deviendra possible de basculer peu à peu vers des règles mésoéconomiques puis macroéconomiques. Bien sûr, le système économique global s'y oppose, mais c'est précisément là le rôle de l'État, d'orchestrer cette transition par des incitations suffisantes.

Qu'est-ce que l'agroécologie ? Elle se fonde « sur une vision holistique des territoires, elle s'efforce d'exploiter les synergies existantes dans les agroécosystèmes et de déployer des objectifs à long terme concernant leur maintien, l'alimentation satisfaisante des populations et l'harmonie entre ces objectifs ». Hélène Tordjman identifie six pratiques agroécologiques : la diversification et la rotation des cultures, l'agroforesterie, l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, la gestion des sols et de l'eau, la lutte biologique et mécanique contre les ravageurs, l'usage de semences paysannes. Il ne s'agit pas d'un retour à la bougie : au contraire, l'agroécologie « demande des connaissances précises en biologie, en écologie et en sociéconomie, mobilise aussi bien le bras que la tête et enrichit le travail des paysans au lieu de l'appauvrir ».

Il n'est pas question de rejeter toute l'agro-industrie, indispensable à notre économie ; ni de revenir à la paysannerie d'antan ; encore moins de rejeter les instruments modernes (machinisme, pesticides...) quand ils sont nécessaires. Il faut seulement répondre à une contrainte incontournable : nos pratiques agro-industrielles mercantiles détruisent le milieu qu'elles exploitent. Laissons conclure Hélène Tordjman : « La transformation radicale des systèmes agraires est une urgence écologique, de souveraineté alimentaire et de santé politique, aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud. » ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

DR



Par Gérard Leclerc

La politique selon Pierre Manent

L'œuvre de Pierre Manent s'offre à nous comme un mode de saisie de la politique, qui oblige à faire un pas de côté par rapport aux approches idéologiques courantes. En dépit du congé que l'on a donné hâtivement à l'interprétation marxiste des phénomènes sociaux, c'est toujours un mode déterministe qui s'impose, avec l'étude des rapports de force. *A contrario* se manifeste l'originalité de l'auteur de *La Cité de l'homme*, mise en valeur lors d'un colloque au Collège des Bernardins en mai 2024 et publié en volume. Ainsi que l'écrit dans son introduction Jean-Pierre Delange : « *Le travail de Pierre Manent, lecteur des classiques de la philosophie, est un effort véritablement révélateur pour renouveler l'approche que nous avons d'Aristote, de Cicéron, d'Augustin, de Montaigne et de Rousseau. [...] En conséquence, on peut dire de ces lectures, que Pierre Manent soumet à notre jugement, qu'elles nous permettent d'évaluer la situation de notre temps dans la perspective des métamorphoses au long cours de la vie politique de l'Europe.* »

C'est dire la richesse d'un tel parcours, dont il n'est possible de retenir ici que quelques aspects. Ce qui suppose un choix. Le mien consiste à privilégier la plus récente démarche du philosophe, telle qu'elle s'énonce dans la postface de l'édition du colloque. *A priori*, malgré le retour à l'antisémitisme, la question posée par Israël à l'Europe pourrait être considérée sinon comme contingente, du moins secondaire. Or, Pierre Manent la considère comme primordiale : « *En même temps qu'elle répudie le christianisme, l'Europe est en train de tourner le dos à Israël. Où étaient le fondement et l'arc porteur, le vide s'étend. Fuir le christianisme, se détourner d'Israël, pour accéder à l'humanité des semblables, c'est-à-dire à l'indifférence des indifférenciés, tel est son mouvement de plus en plus accusé. Le peuple juif et l'Église chrétienne sont les deux seules "masses spirituelles" qui résistent encore au glissement de l'Europe dans l'insignifiance définitive.* » Ce propos est d'une redoutable densité à faire exploser toutes les rhétoriques idéologiques.

D'évidence, Pierre Manent n'hésite pas à mettre en valeur ses convictions religieuses, celles qu'il a développées dans son superbe essai sur *Pascal et la proposition chrétienne* (1). Mais il ne s'agit pas seulement de parvenir jusqu'au cœur du mystère chrétien. L'homme des *Pensées* aide aussi à distinguer les différents ordres de l'expérience humaine. L'ordre de la charité n'abolit ni l'ordre des corps ni l'ordre de la raison. Il n'abolit pas les tensions qui existent dans leurs relations. Comme le précise Giulio De Ligio, un de ses commentateurs : « *Il ne faut pas chercher des synthèses entre Athènes et Jérusalem, le miracle fatal de les vider de leurs contenus distinctifs.* »

Faut-il parler du retour du religieux en politique, au rebours de la fameuse thèse de Marcel Gauchet sur le christianisme comme religion de la sortie de la religion et de l'émancipation du politique ? Probablement oui, mais en comprenant qu'il ne s'agit pas à proprement parler d'un réenchâtement du monde du côté de Manent. Ce n'est pas incidemment que se présente à nous la confrontation des deux philosophes politiques. Ils se connaissent depuis leur jeunesse, à l'école de Raymond Aron, leur maître commun. Depuis lors, leurs œuvres personnelles se sont développées indépendamment. Mais dans l'horizon de la pensée contemporaine il paraît difficile de ne pas les confronter tant elles semblent se répondre l'une à l'autre. Sur le terrain de ce qu'on peut appeler les jugements prudents, il est vraisemblable qu'ils se retrouvent souvent sur la situation de la France et de l'Europe dans le monde. Il en va autrement sur leurs deux options philosophiques majeures.

Si l'on opposait à Marcel Gauchet la réalité d'un islamisme conquérant qui contredit la thèse de la séparation du religieux et du politique, il répondait que celle-ci est encore à venir avec une mo-

dernisation inéluctable. Je ne suis pas certain qu'il soit aujourd'hui aussi sûr de sa position. En ce qui concerne le monde occidental, héritier de la métamorphose judéo-chrétienne, je me pose beaucoup de questions. Ce qui se passe aux États-Unis avec le phénomène Trump, en dépit du caractère trouble du personnage, donnerait plutôt à penser que l'Occident est entré dans une crise dont on perçoit mal les développements. En ce qui concerne l'Europe proprement dite, la crise civilisationnelle, qui ne cessera de s'approfondir, obligera à reprendre à neuf la relation à l'héritage.

Cette relation, Pierre Manent la rappelle, sans être sûr qu'elle s'imposera à la conscience des Européens. Ce qui nous ramène à la citation ultime de l'ouvrage. L'indifférence à l'égard de la spécificité de l'existence d'Israël conduit à se déprendre de ce qui fait sens, dans l'indifférenciation d'un monde vide, que la seule référence aux droits de l'homme ne saurait combler. Parler le langage religieux en le confrontant au langage politique, c'est se situer dans un ordre qui a une tout autre densité que les analyses sociologiques ordinaires. Judaïsme et christianisme constituent des « *masses spirituelles* » qui donnent un poids à notre humanité en la garantissant de son évanouissement dans l'élément liquide.

Encore faut-il accepter la voie choisie par Pierre Manent, telle que la définit un de ses disciples David J. Mahoney : « *Au sens le plus profond et le plus large, le thème par excellence de Manent a été "le problème théologico-politique", le nexus, le triangle comme il l'a dit, où la religion, la politique et la philosophie se rencontrent.* » Cette réintroduction du religieux dans sa modalité pascalienne est-elle vraiment contraire à ce que Marcel Gauchet entendait par l'émancipation moderne du politique ? Le dialogue pluriel, la confrontation des intelligences n'est pas forcément indemne de la présence de la raison théologique, ainsi que l'admet un Jürgen Habermas.

Reste que l'objet propre à la cité impose de prendre position sur les médiations nécessaires. Parmi celles-ci, Pierre Manent et ses proches s'intéressent aux statuts respectifs des nations et de l'Union européenne. Sur ce point, je distinguerai une autre citation de notre auteur, tant elle me paraît décisive : « *L'Union européenne n'est pas politique et n'est pas médiatrice ; elle se confond à ses propres yeux avec l'humanité en voie d'unification... En un sens bien réel, elle veut être un rien, une absence ouverte à toute présence de l'autre, être soi-même un rien pour que l'autre, n'importe quel autre, puisse être tout ce qu'il est. En vérité les autres ne nous proposent trop souvent que l'évidence de leur bon droit, l'excellence de leurs coutumes et la vérité de leur religion. Ainsi sommes-nous en train de perdre la tradition questionnante de l'Occident.* »

Derrière l'apparence théorique de la pensée, se dévoile une profonde vérité, dont je laisse au lecteur le soin de s'imprégner. Pour ma part, le projet européen me paraît, à l'inverse des constructions politiques, la projection d'un rêve anhistorique. En voulant éloigner du continent toute menace de guerre, on voulait une union au-delà de la géographie, inspirée par une forme de mondialisme. Cette union au-delà de l'histoire rejoignait le Kant du projet de paix perpétuelle qui ne peut être conçu qu'à l'échelle d'une humanité pacifiée. Mais un tel projet suppose la fin de l'histoire, celle qu'on nous prédisait en 1989 et qui s'est révélée illusoire. Que l'Europe se sacrifie en étant rien ne lui vaudra aucun avenir. ■

(1). Voir *Royaliste* n° 1247 du 2 janvier 2023.

► Sous la direction de Jean-Pierre Delange et Daniel Tanguay, *L'urgence du politique. Sur la philosophie politique de Pierre Manent*, La Cité des Lettres, Armand Colin, 2025.



SOURCE: PHOTO: AGATHIE POMMERAT

Chronique du théâtre

Marius revisité

par D. J. Heller.

En ce début d'année, Joël Pommerat, metteur en scène de renommée internationale, revient avec *Marius*, spectacle élaboré dès 2017, puis créé et joué sur les scènes nationales en 2024. Le chef-d'œuvre de Marcel Pagnol est revisité en écriture *in situ* tout en restant fidèle à l'original. Une prouesse !

Chaque création de Joël Pommerat est attendue par un public averti de la qualité de ses œuvres, tant ses mises en scène sont riches et originales. C'est en 1990, à la création de la Compagnie Louis Brouillard, qu'il se fera remarquer par la façon d'écrire ses spectacles et de les construire. Les textes sont écrits spontanément durant les répétitions et la mise en scène suit cette démarche. Son théâtre se fait en marchant. L'écriture y devient personnelle, unique, et le reste suit.

Le reste, c'est une lumière parfaitement maîtrisée, des effets sonores particulièrement bien travaillés et une direction d'acteurs irréprochable. « *La scénographie, c'est-à-dire l'espace dans lequel une fiction va pouvoir se déployer, appartient chez moi intégralement au domaine de l'écriture* », dit-il. Et il poursuit : « *L'espace de la représentation, celui dans lequel les figures ou personnages vont évoluer ou vivre, c'est la page blanche au commencement d'un projet. Depuis que j'ai commencé à faire des spectacles, je me suis toujours défini comme "écrivain des spectacles" et non pas comme "écrivain des textes".* »

En 2002, il publie son premier texte, *Pôle*, issu d'une pièce qu'il avait créée

en 1995. C'est le début de l'aventure qui le mènera vers le succès. De 2004 à 2006 il présentera une trilogie au Théâtre national de Strasbourg : *Au monde*, *D'une seule main* et *Les Marchands*. Trois pièces dans lesquelles il scrute ses contemporains dans leurs vérités, leurs failles, leurs secrets, leurs tourments et toujours en référence avec les grands auteurs.

« Je me suis toujours défini comme "écrivain des spectacles" et non pas comme "écrivain des textes". »

Parfois dur mais riche et sensible, le théâtre de Joël Pommerat n'est jamais élitiste. Il se donne au public, il construit avec lui, et ses pièces seront jouées naturellement à Avignon. Puis il va s'intéresser à la réécriture des contes pour enfants. Après *Le Petit Chaperon rouge*, il poursuivra avec *Pinocchio* (2008) et le magnifique *Cendrillon* (2011) dans lequel il va aborder le sujet de la mort et la sublimation de la vie, tout en nuances, en beauté poétique et en douceur. Ce spectacle, d'une profonde délicatesse, sera unanimement apprécié par la critique. Viendront ensuite ses deux grands succès tant dans l'écriture que dans l'audace des

mises en scène et la justesse des émotions. *La Réunification des deux Corées* en 2013, un spectacle en vingt tableaux dans lequel il aborde ses thèmes favoris, la complexité des rapports amoureux, la jalousie, la vieillesse, la perte des capacités cognitives, la guerre, le pouvoir de l'argent... Puis en 2015, quittant son habituel registre intimiste, il aborde le thème de la Révolution française avec *Ça ira. La fin de Louis*. Un spectacle de plus de quatre heures qui relate ce moment essentiel de notre histoire de 1788 à 1790, fait de disputes passionnées et passionnantes, de controverses, de discours exhortatifs, de réflexions sur la violence, sur le pouvoir, sur la démocratie et la représentation populaire. Des thèmes qui éveillent bien entendu notre sensibilité. Il obtiendra trois Molière : celui du meilleur spectacle du théâtre public, de la mise en scène et du meilleur auteur francophone.

Entre 2015 et 2022, Joël Pommerat anime des ateliers avec des détenus condamnés à de longues peines à la maison centrale d'Arles. C'est là qu'il leur propose de monter *Marius*, en collaboration avec la metteuse en scène Caroline Guiela Nguyen, et bien évidemment avec Jean Ruimi, lui-même ancien détenu, qui sera la cheville ouvrière du projet. Les services de l'administration pénitentiaire valideront cette expérience « d'évasion » qui permet aux détenus qui le souhaitent une respiration dans un univers carcéral invivable. Avec une densité carcérale moyenne de plus de 135 % aujourd'hui, on ne peut que saluer ce type d'expérimentation, impossible en l'état actuel des politiques pénales et pénitentiaires. Mais c'est un autre sujet... C'est donc hors les murs que cette aventure va se

◀ **Marius** de Marcel Pagnol, mis en scène par Joël Pommerat. L'œuvre (ici la fameuse partie de cartes) est parfaitement réinterprétée.

concrétiser en 2024 et revient en ce début d'année, avec d'anciens détenus devenus à leur sortie des comédiens professionnels. Une reconversion réussie.

Et c'est bien du *Marius* de Marcel Pagnol qu'il est question. Écrit d'abord pour le théâtre en 1929, l'œuvre sera popularisée au cinéma dans les années trente, premier volet de sa trilogie avant *Fanny* et *César*, ce dernier étant le seul à avoir été réalisé par Pagnol lui-même. Nous avons tous en tête au moins une image, un dialogue, une réplique à l'accent provençal de ces films. Et singulièrement de *Marius* et *César*, son père, respectivement incarnés par Pierre Fresnay et par l'immense Raimu. Pour rappel, l'action se déroule presque exclusivement dans le *Bar de la Marine* sur le vieux port de Marseille. *Marius* tient le bar et rêve d'ailleurs, son père assure l'animation du tripot anisé et, devant l'échoppe, *Fanny*, magnifique Orane Demazis, secrètement amoureuse de *Marius* depuis toujours, vend les produits de la pêche du jour. Elle mettra en place une stratégie amoureuse basée sur la jalousie pour attirer l'attention de son amour en se rapprochant de Panisse, vieux et riche marchand du port. L'amour réciproque de *Marius* fera le reste. Mais il devra choisir entre un amour banal mais sincère et l'appel du grand large, de l'aventure et de la découverte des pays lointains.

Joël Pommerat définit lui-même ses intentions : « Notre projet s'est défini de la manière suivante : prendre toute liberté avec l'œuvre originale tout en lui restant fidèle. Adapter, réécrire mais ne pas trahir. Nous avons sorti cette histoire de son époque... pour la faire résonner avec aujourd'hui, en conservant le contexte marseillais que plusieurs comédiens connaissent bien. » C'est donc dans une boulangerie que se situe l'action.

Dès la première scène la dramaturgie s'installe. Le malaise est d'emblée palpable : nous ne sommes pas dans l'esbroufe. Le décor est simple, les acteurs, dont cinq anciens taulards, sont peu mobiles, les contacts absents. Tout se passe dans le scénario : l'ennui de *Marius*, l'amour de *Fanny* et la verve de *César*. La violence de Panisse aussi, manipulateur, briseur de rêves, entrepreneur « premier de cordée ». Le spectateur est pris dans cette pesanteur et il nous faut quelques scènes d'humour pour rompre la mélancolie des personnages principaux. La fameuse partie de cartes, parfaitement réussie, est totalement réécrite et la triche a quitté le cœur de *César*... Encore un Pommerat dans un registre militant et inattendu. Une réussite de plus ! ■

► **Marius**, de Marcel Pagnol. Mise en scène par Joël Pommerat. En tournée en France : Brive (février), Beauvais (avril), Le Mans (mai), Lyon (fin mai, début juin).

Bande dessinée

Face à *La Menace atlante*

Admirablement écrit et dessiné, le dernier album de Blake et Mortimer passe progressivement de l'univers britannique à la pure science-fiction.

Décédés l'un et l'autre il y a une quarantaine d'années, Hergé et Edgar P[ierre] Jacobs demeurent les deux grands monuments de la bd franco-belge, le premier avec plusieurs centaines de millions d'exemplaires de *Tintin* vendus et le second avec plusieurs dizaines de millions de Blake et Mortimer. Le premier se nourrit de l'édition de versions plus moins anciennes appréciées des collectionneurs et le second s'alimente de nouveautés créées par divers couples de scénaristes et de dessinateurs, toujours publiés aux éditions Blake et Mortimer, une filiale de Dargaud ; on connaît ainsi déjà le titre provisoire des deux prochains : *L'Héritier de l'île de Man*, par Yves Sente et Teun Berserik, et *Le Fantôme de Rowan House*, par Yves Sente et Peter van Dongen.

Ces deux derniers, qui ont déjà écrit et dessiné plusieurs albums, proposent cette fois une aventure dont le titre, *La Menace atlante*, constitue à lui seul une réminiscence de *L'Énigme de l'Atlantide*, un album réalisé par Jacobs il y a soixante-dix ans. Le lecteur se demande donc comment cette civilisation pacifique, ultradéveloppée, qui avait décidé de migrer dans l'espace depuis ses bases en dessous des Açores, en est venue à constituer un danger mortel à la fois pour les héros et pour l'humanité, tout particulièrement la partie écossaise de la mer du Nord – on reste évidemment dans un univers britannique.

On apprendra donc petit à petit comment, outre la découverte de momies qualifiées de « revenants du Doggerland » d'il y a plusieurs milliers d'années, les héros vont devoir se confronter à un coup

d'État renversant leur vieille connaissance, le Basileus, victime des menées de leur adversaire Magon, vivant misérablement à Londres avant de s'emparer du pouvoir. Ils retrouvent aussi l'« orichalque maudit » découvert sous les Açores et font connaissance avec de nouvelles technologies, non seulement des écrans mais aussi « un *Atlantoïde de dernière génération* », attestant l'avancée formidable de cette civilisation, sans oublier une distorsion entre le temps terrestre (quatre heures) et celui de la Nouvelle Atlantide (deux jours) leur permettant d'accomplir l'aller-retour salvateur pour la Terre.

Avec une couverture très sobre, qui évoque la science-fiction des lendemains de la Seconde Guerre mondiale et sera développée en soucoupes volantes et mini-bathyscaphes, l'album s'inscrit dans la partie la plus ancienne des aventures de Blake et Mortimer. On y recroise les éminents membres du Centaur Club, dont le professeur Vernay, opportunément là pour s'occuper de Mortimer victime d'un malaise cardiaque – et qui doit lui interdire sa pipe et son Cardhu –, tout comme les habituels responsables des services de renseignement. Surtout, refait surface, dès la première page et dans un Hambourg pas encore totalement reconstruit, l'in-vraisemblable archéologue du *Mystère de la Grande Pyramide*, Herr Doktor Grossgrabenstein, derrière lequel on découvrira au fil des pages, comme on pouvait s'y attendre, le trop fameux colonel Olrik.

Concession à l'air du temps permettant aussi de présenter le professeur Mortimer comme un scientifique visionnaire face



LEGENDE : SANS.

aux « ânes bâtés du ministère », il est beaucoup question d'« émissions polluantes », d'« énergie propre » et plus particulièrement de cette géothermie exploitable dans sa chère Écosse. Signalons un tout petit anachronisme : le logo du *Figaro* présenté page 21 est celui ayant cours depuis 2009 et non à l'époque traitée. Enfin, contrairement à certains titres qui leur avaient donné une relativement grande visibilité, les femmes n'apparaissent que fort timidement, que ce soit sur terre ou dans l'espace.

Saluons enfin la qualité et la précision des décors, permettant de se déplacer dans un Londres très proche de celui de *La Marque jaune*. À côté de charmants sites bordiers écossais et de l'éphémère résurrection des Stuart d'Arran, on plonge dans le monde sous-marin, les espaces interstellaires et la jungle néo-atlantidienne. Après ces péripéties présentées de main de maître sur 62 pages, l'épisode peut s'achever sur l'habituel souhait que « la Grande-Bretagne demeure longtemps un phare ». ■

GIHÉ.

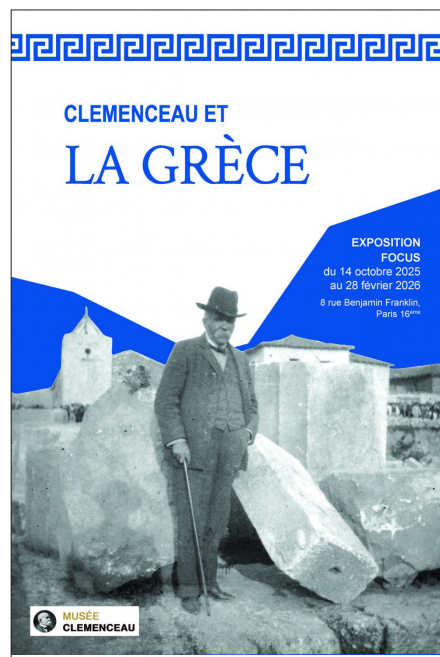
► Yves Sente et Peter van Dongen, *Blake et Mortimer, La Menace atlante*, Dargaud, novembre 2025.

Les expositions

Le Tigre amoureux de la Grèce

Le musée Clemenceau de Paris nous invite, dans une nouvelle exposition temporaire aux supports variés (livres, articles, photographies, dessins), à découvrir la relation amoureuse de Georges Clemenceau avec la Grèce antique en général et Athènes en particulier, passion que lui a transmise son père et qui irrigue une partie de la classe politique de son temps imprégnée de culture grecque et latine. Dans Athènes, le leader radical voit l'expression même de la démocratie et une leçon de science politique que la France républicaine se doit de méditer et d'appliquer. Dans ce leçon, le théâtre tient une place majeure, mais il s'enthousiasme aussi pour les grands orateurs comme Démosthène. Il goûte chez Aristote son rejet de la foule brutale et son amour du peuple réfléchi et éduqué.

C'est pendant la Première Guerre mondiale que sa passion pour la Grèce trouve le plus à s'exprimer. Même s'il n'a pas l'outrecuidance de se prendre pour Démosthène, il est clair que, redoutable orateur, il s'en inspire en 1917 pour appeler les Français à continuer la lutte jusqu'à la victoire. Il voit en lui le chantre du patriotisme et de l'unité des Grecs face au péril macédonien, combat hélas perdu. Ce patriotisme ne ferme pas la porte à l'amour de l'humanité. On comprend qu'en 1914 la neutralité peureuse du roi de Grèce qu'il considère comme un larbin de l'Allemagne l'irrite



au plus haut point et il s'enthousiasme en 1917 de l'entrée en guerre de la Grèce et du départ du « roi félon ». On peut cependant se demander si Venizélos et lui témoignèrent, lors des négociations des traités de paix de 1919 et 1920, de ce patriotisme dénué de nationalisme dont Clemenceau fait l'expression du génie grec.

Mais la Grèce n'est pas pour lui uniquement porteuse d'un message politique. Elle est le berceau d'une émotion esthétique nourrie par la lumière, la beauté des paysages, de son architecture et de ses sculptures. Clemenceau ne découvre le territoire grec qu'à 55 ans et y effectue trois voyages en 1896, 1899 et 1904. Il presse son ami Monet de l'accompagner, lui à qui il doit sa passion pour la lumière. Aux affaires de 1907 à 1909, il appuie les missions archéologiques françaises en Grèce. Il puise dans la pensée d'Épicure un amour de la vie que vient renforcer la certitude de la mort et son caractère définitif. Athée fervent, Clemenceau voit dans la Grèce un antidote aux élucubrations chrétiennes, vision toute personnelle. ■

MARC SÉVRIEN.

► *Clemenceau et la Grèce*. Musée Clemenceau, 8 rue Benjamin Franklin ; 75116 Paris. www.musee-clemenceau.fr Jusqu'au 28 février 2026.

Les spectacles

Les Producteurs

C'est l'histoire alambiquée d'un type au passé glorieux, Max Bialystock, qui tente de monter des spectacles foireux pour empocher des dividendes sur des préventes de billets, d'emprunts non remboursables et des chèques de vieilles rombières admiratrices crédules de ce pâle

héros. Son théâtre est en péril et, avec son comptable et complice Léo Bloom, il organise une faillite frauduleuse pour faire fortune en mettant en scène le pire des spectacles : *Le Printemps d'Hitler*, pièce écrite à la gloire du Führer par un ancien nazi. Les deux sont certains de faire un bide, la fortune devrait donc leur sourire, mais le succès inattendu de la pièce les jettera en prison.

Le talent burlesque, le style délirant et la provocation de Mel Brooks, ainsi que ses acteurs fétiches, Zero Mostel et le brillantissime Gene Wilder, feront de ce film sorti en 1968, un succès international. Malgré les critiques acerbes à sa sortie et les polémiques créées par l'outrance de l'histoire et son scénario foutraque – le film sera même interdit en Allemagne –, il sera couronné par l'Oscar du meilleur scénario.

C'est dire si la reprise pour le théâtre de ce classique du cinéma est un sacré challenge. Il sera relevé de nouveau, quatre ans après sa première représentation, par le talentueux Alexis Michalik que l'on n'attend pas forcément dans ce registre. Il en fait une comédie musicale parfaitement mise en scène, jouée, chantée et dansée avec talent. Le scénario a quelque peu vieilli, et il faut une sacrée dose de second degré, voire plus, pour rire à tous les gags de ce spectacle provocateur. Car oui, il s'agit bien d'une comédie qui dérange, qui bouscule et dont on ne sort pas indemne. Chaque scène comporte son lot de caricatures à gros traits, de costumes extravagants, de chorégraphies improbables, mais le spectateur n'est pas venu dans ce magnifique théâtre de la rue Blanche à Paris pour pleurer, si ce n'est de rire. Oublions donc les convenances et laissons-nous porter par ce spectacle étincelant. ■

D. J. HELLER.

► *Les Producteurs*, pièce mise en scène par Alexis Michalik. Au Théâtre de Paris (15, rue Blanche, Paris 9^e), jusqu'au 8 mars 2026.





In memoriam

Yvan Aumont : serviteur « inutile » et indispensable

par Bernard Bourdin (o. p.).

Nous avons reçu un très grand nombre de messages d'amitié après la disparition d'Yvan Aumont, qu'il est impossible de publier en intégralité dans ce journal. Que tous nos amis en soient remerciés. Voici le témoignage du père Bernard Bourdin et une petite sélection de messages adressés par des personnalités qui nous sont proches.

J'ai rencontré pour la première fois Yvan en 1984 dans les locaux de la NAR, rue des Petits-Champs. J'avais alors 25 ans et j'avais pris connaissance de *Royaliste* dans un kiosque en banlieue parisienne à Evry. J'ai été immédiatement séduit par la conception du royalisme qui était défendue. J'ai donc pris la décision d'aller à Paris pour faire connaissance de la NAR. Le premier visage de la NAR, celui qui m'a ouvert la porte et qui a répondu à toutes mes questions, c'était Yvan. Je n'oublierai jamais ce moment et ce visage, à la fois un peu vieille France, réceptif et disponible à l'instant même. J'ai mis ensuite beaucoup de temps à comprendre quelque chose de la personnalité d'Yvan. Une personnalité très discrète, voire secrète, si ce n'est sa passion pour le Maroc dont il m'avait parlé. J'ai même un jour reçu une carte d'Yvan lorsqu'il était en vacances au Maroc. J'aurais aimé lui faire part de mon séjour récent à Casablanca.

Ce que j'ai fini par comprendre d'Yvan au travers de ses compétences techniques

pour la fabrication du journal, c'était naturellement sa conviction de toute une vie au service de la royauté. Une conviction qui révélait une profonde générosité et abnégation au point de renoncer à toute carrière, à toute mise en avant de lui-même. Il y avait chez Yvan un côté moine-soldat, plus exactement un moine-militant au service de la Cause de sa vie. La Cause royale a unifié et donné sens à sa vie. Elle passait par une exposition quotidienne, mais retranchée dans « les locaux de la NAR », excepté pour les congrès. Décivant Yvan comme un moine-militant, je me permets ici de faire une analogie avec la vie monastique. Les locaux de la NAR étaient pour Yvan un peu comme une clôture où il s'adonnait à sa consécration militante. C'est pourquoi, comme le serviteur dans l'Évangile de Luc, Yvan était un serviteur inutile : « Jésus disait aux Apôtres : " Qui d'entre vous, s'il a un serviteur qui laboure ou garde les bêtes, lui dira à son retour des champs : "Vite, viens te mettre à table" ? Ne lui dira-t-il pas au contraire : "Prépare-moi de quoi dîner,

ceins-toi pour me servir, jusqu'à ce que j'aie mangé et bu ; après quoi, tu mangeras et boiras à ton tour ?" Ainsi de vous ; lorsque vous aurez fait tout ce qui vous a été prescrit, dites : "Nous sommes des serviteurs inutiles ; nous avons fait ce que nous devons faire" » (Luc 17, 7-10). Cette parabole m'est venue à l'esprit au cours des jours qui ont suivi son décès car je me suis rappelé les *Mercredis de la NAR* à la suite desquels il y avait toujours un dîner. La Cause royale passait aussi pour Yvan par le « service » de la cuisine et de la table pour les invités. Yvan était un serviteur au plein sens de terme ! C'est pourquoi selon les critères de l'Évangile, il était « inutile » car sans attendre un retour de reconnaissance. Il ne faisait qu'effectuer « son travail ». Il était le « diacre » de la NAR. Mais un serviteur combien indispensable.

Je n'ai jamais bien compris quel était le rapport d'Yvan à la foi chrétienne. J'ai tendance à penser qu'il n'y avait chez lui aucune confession explicite de la foi. Les doctrines théologiques n'étaient pas son affaire. En revanche, tout était dans la pratique. Yvan était un bon disciple de la foi selon Erasme : *Primum vivere* ! C'est en cela que le non-chrétien explicite était en réalité un témoin exemplaire de la foi pratique : « Si quelqu'un dit : "J'aime Dieu" et qu'il déteste son frère, c'est un menteur... Oui, voilà le commandement que nous avons reçu de lui : que celui qui aime Dieu aime aussi son frère » (1 Jean 4, 20).

Yvan nous a tous édifiés par son authenticité et sa fidélité sans faille dans le service de la Cause à laquelle il croyait. Que l'on soit royaliste ou pas, que l'on soit chrétien

ou pas, Yvan nous a enseigné, sans qu'il s'en soit rendu bien compte lui-même, que la vie humaine développe sa pleine dimension dans le don de soi, le sens du devoir d'état et sans chercher quelque récompense que ce soit ! Sa vie fut une parabole, celle du serviteur inutile et indispensable. Lorsqu'a été célébrée la messe en l'église Saint-Pierre de Neuilly, ceux et celles qui ont été présents et ceux et celles qui étaient absents conservent la mémoire bien vivante de ce témoin exemplaire d'une vie unifiée par la fidélité à ses convictions ! L'homme de l'ombre que fut Yvan était une lumière toujours allumée ! Qu'elle le reste ! Désormais, pour Yvan, sa course de serviteur est achevée, la Porte d'un autre Royaume lui est ouverte. ■

En mémoire d'Yvan Aumont.

Chers Amis, c'est avec beaucoup de tristesse que je viens d'apprendre le décès de notre camarade Yvan auquel m'attachent tant d'heureux souvenirs de militant des années 80 et 90 ! Nos déjeuners à la cantine près de la rue Croix-des-Petits-Champs, les Mercredis de la NAR, le bouclage du journal... Il a été l'âme de *Royaliste* pendant tant d'années et il s'est dévoué sans compter à la cause. Il mérite notre respect, notre hommage et de continuer à vivre dans nos souvenirs. Bien tristement mais avec toute mon amitié. Stéphane.

Stéphane Bern, journaliste et écrivain

Amicales condoléances, tristesse de ne plus lire ni voir Yvan, fidèle, solide, bienveillant. RIP.

Jean Viansson-Ponté
journaliste, ancien président du Syndicat de la presse quotidienne régionale

Toutes mes pensées avec vous et dans le souvenir d'Yvan Aumont (que j'ai rencontré trop rarement). Bien à vous,

Lucien Jaume, philosophe

Chers amis, j'apprends avec tristesse le décès d'Yvan et je veux vous assurer de toute mon amitié dans la peine qui est la vôtre. Cela fait bien longtemps que je ne l'avais pas revu, mais je garde le souvenir fort de nos rencontres dans les années soixante-dix et 80 lors des combats contre la nouvelle droite (avec aussi Gérard Leclerc et Hervé Catta). Qu'il repose en paix ! Fraternellement.

Michel de Guibert, journaliste et écrivain

D'amicales et affectueuses pensées pour les proches d'Yvan dont le dévouement était digne de la plus grande admiration.

Olivier Germain-Thomas, écrivain

Chers amis de la NAR, je suis depuis une vingtaine de jours au fond de mon lit avec une fièvre de cheval, des maux de tête, tous les signes d'une grippe carabinée. Très faible, je n'étais pas en état de participer aux obsèques de notre cher Yvan. Je suis auprès de vous par la pensée et la prière. Votre affectionné.

Gabriel Matzneff, écrivain

Chers amis de la NAR, très ému d'apprendre la disparition d'Yvan. Les années ont passé, mais qui a oublié les dîners de saucisse-lentilles qu'il préparait après les « mercredis » dans le

capharnaüm de la rue des Petits-Champs. Toutes mes condoléances à ses proches. Amitiés fidèles.

Jean-Dominique Merchet, journaliste

Toutes mes pensées en souvenir des années soixante-dix du siècle précédent... Yvan était un homme d'action et de réflexion qui a compté dans nos cheminements politiques de l'après 68 ! Dans le sillage de *Un autre Maur-*

ras nous pensions sortir l'idée monarchique de son isolement et de son entre-soi... Même si nos chemins se séparèrent ensuite, je garde de lui une grande affection et je me souviens de sa présence à la signature de mon livre *Mai 68 chez Louis 16* à la librairie de Frédéric Aimard à Paris ! Cela me fit un immense plaisir. Amitiés aux amis et à Gérard Leclerc particulièrement.

Hervé Louboutin, journaliste

En soutien à la révolte en Iran

Les interventions du prince Reza

Nous suivons de près l'évolution de la situation en Iran, où des foules de manifestants courageux ont bravé ces dernières semaines le pouvoir des ayatollahs, au prix de milliers de morts et de dizaines de milliers d'opposants emprisonnés dans les geôles du régime et souvent menacés d'exécution. Des manifestations de soutien à la révolte iranienne ont eu lieu dans un grand nombre de pays, en particulier à Paris où la Nouvelle Action royaliste était présente. Dans les rues des villes iraniennes comme dans celles de l'Europe ou des États-Unis, ont fleuri partout et très vite des slogans (dont le fameux *Javid Shah, Vive le roi !* en persan) en faveur de l'héritier du trône, le prince Reza Pahlavi, qui apparaît aujourd'hui comme un recours pour une transition démocratique. Nous publions ci-dessous les principales prises de position du prince et ses messages d'encouragement qui ont été largement relayés auprès de l'opinion publique iranienne.

• **29 décembre.** – Salue et encourage le mouvement social né dans le Bazar de Téhéran.

• **8 janvier.** – Appel à « descendre dans la rue et, unis, faire entendre vos revendications ». Il est fait écho au soutien de la part de Donald Trump.

• **9 janvier.** – Message adressé à Donald Trump : « Soyez prêt à intervenir. »

À la population : « Saisir chaque rassemblement, chaque occasion, chaque événement des prochains jours pour amplifier le mouvement. Mon équipe et moi-même continuerons à œuvrer pour mobiliser davantage de forces, provoquer plus de défections du régime et faire entendre notre voix dans le monde entier. La victoire est à nous. »

• **10 janvier.** – Appel à la grève dans les secteurs clés des transports, du pétrole,

du gaz, de l'énergie. « Notre but n'est plus de venir dans la rue ; le but est de se préparer à conquérir et à préserver les centres-villes. Je me prépare à rentrer dans ma patrie pour être à vos côtés, la grande nation d'Iran, au moment de la victoire de notre révolution nationale. »

• **11 janvier.** – « Les employés des institutions publiques ainsi que les membres des forces armées et de sécurité ont un choix à faire : se tenir aux côtés du peuple et devenir des alliés de la nation, ou bien se rendre complices des meurtriers du peuple et porter la honte et les condamnations éternelles de la nation. »

Aux Iraniens hors d'Iran : « Ornez les ambassades et consulats du drapeau national de l'Iran. »

La suspension des liaisons internet interrompt provisoirement ces messages.



Le prince Reza Pahlavi, chef de la maison impériale d'Iran.

• **12 janvier.** – Projet de rencontre avec Donald Trump à Mar-a-Lago à l'occasion du *Jerusalem Prayer Breakfast* auquel le prince avait été invité par des responsables israéliens. Le président américain avait écarté la veille cette hypothèse, considérant qu'« *en tant que président* » ce geste ne serait pas « *le plus approprié* » à ce stade.

• **18 janvier.** – Les télévisions d'Etat iraniennes (IRIB) dans tout le pays sont piratées, de 21 h 30 à 21 h 40, par des hackers qui diffusent une vidéo du prince.

• **21 janvier.** – Interview de l'impératrice Farah Pahlavi par l'AFP qui confirme le rôle que souhaite jouer son fils, le prince Reza. « *Son rôle sera exactement celui que le peuple iranien décidera de lui confier. Mon fils, dont le nom est acclamé dans chaque manifestation, l'a toujours affirmé tout au long de sa vie publique : c'est le peuple iranien qui décidera librement de l'avenir de son pays. Lui-même ne se considère que comme le porte-voix des jeunes Iraniens jusqu'au jour de la liberté.* »

la diplomatie cambodgienne pâtirait d'un défaut de nationalisme dans un contexte d'affaiblissement de la royauté. »

■ **13 janvier. Bruxelles.** – La princesse héritière Élisabeth, 24 ans, a pour la première fois été associée à une audience royale de la présidente de la Commission européenne, le président du Conseil et la présidente du Parlement européen. Le surlendemain, *idem* avec le secrétaire général de l'OTAN, deux institutions qui ont leur siège en Belgique. Le ministre des Affaires étrangères « couvrait » constitutionnellement le roi et la princesse. Le 8 janvier, la princesse a reçu la charge de présider les missions économiques à l'étranger, jusqu'alors prérogative de la princesse Astrid, 63 ans, sœur du roi. En attendant la fin de ses études à l'université Harvard en 2027, la fonction sera assurée par la reine Mathilde (en 2026, en Arabie saoudite et en Turquie).

MARIE-JO YORK.

La Maison de France

■ Obélisque de Madame Adélaïde

La fondation Saint-Louis, dont le président d'honneur est Mgr le comte de Paris et qui gère le patrimoine de la Maison de France, lance un appel aux dons pour procéder à la restauration de l'obélisque dit de Madame Adélaïde, situé en forêt d'Eu, sur la commune de Millebosc (Seine-Maritime). Il fut réalisé à la demande du roi des Français Louis-Philippe I^{er}, à la mémoire de sa sœur. Érigé en 1846, cet obélisque répond fraternellement à un autre, édifié lui pour le roi, par sa sœur sur ses terres auvergnates de Randan. Ce type d'édifice témoigne de la popularité des obélisques dans la première partie du XIX^e siècle, quelques années après l'installation de celui de Louxor, place de la Concorde à Paris.

Si sa structure demeure solide, le monument nécessite la réparation de quelques éléments endommagés, un nettoyage en profondeur de la pierre... Il s'agit de redonner une lisibilité à l'épigraphie, raison d'être première de ce monument. Ce travail devrait être réalisé dans le courant 2026.

Coût estimé : 69 000 €. La somme restant à couvrir par appel aux dons est de 19 000 €.

Suivre : <https://mecenat.fondation-saint-louis.com/b/mon-don>

La Nouvelle Action royaliste

■ Comité directeur et CN

Le comité directeur de la NAR se réunira le mardi 10 février pour mettre en œuvre notre plan d'action pour l'année 2026.

Communiqué du comité directeur de la NAR du 25 janvier 2025.

• **Sur nos soldats morts en Afghanistan.** – La France et ses voisins européens subissent, semaine après semaine, les propos ridicules et les grossièretés de Donald Trump. Mais en insultant les soldats français qui ont combattu en Afghanistan, l'actuel président des États-Unis vient de dépasser les bornes de la décence. Faut-il rappeler que 90 de nos militaires y ont perdu la vie et que de nombreux autres y ont été gravement blessés ? Faut-il rappeler que la France a été parmi les premiers pays à répondre à l'appel à l'aide des États-Unis au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 et à s'engager à ses côtés dans la lutte contre le terrorisme des talibans ?

La Nouvelle Action royaliste apporte son soutien aux familles des militaires français tombés en Afghanistan ainsi qu'aux associations d'anciens combattants, que les propos de Trump ont profondément choqués. Elle estime que le gouvernement français devrait *a minima* convoquer l'ambassadeur des États-Unis et lui faire reproche de tels propos. Elle s'interroge enfin sur la viabilité de l'Otan, et plus largement de l'Alliance atlantique, à l'heure où les États-Unis multiplient les provocations vis-à-vis de leurs alliés et en arrivent à les injurier.

■ Notre souscription 2025

Notre liste de souscription atteint un peu plus de 8 000 euros à fin décembre. Le compte n'y est pas encore puisque nous avons besoin de 10 000 euros pour équilibrer le budget de la NAR. Nous laissons cette liste ouverte jusqu'à fin février. Nos amis qui le souhaitent pourront aussi profiter de la possibilité de faire un don défiscalisé au journal au titre de 2026 (voir en p. 2).

2^e liste de souscripteurs

Jean-François Asselin : 100 – Gérard Bellebeau : 30 – Jean-Claude Bergeon : 20 – Didier Bourdelin : 50 – Anonyme Eure : 300 – Jean-Philippe Chauvin : 30 – Jean Chauviré : 30 – Jean Dalens : 50 – Jean Dauvergne : 50 – Jean Dauvillier : 50 – Philippe Delorme : 30 – Marc Desaubiaux : 30 – Michel Dutac : 122 – André Galière : 60 – François Gerlotto : 300 – Hugues Huet de Froberville : 240 – Jacques Lamballais : 15 – Jacques Leflaive : 30 – Guy Leres : 100 – Olivier Moulin : 70 – Jacques Nikonoff : 50 – Hugues Noël : 100 – Anonyme Paris : 150 – Philippe Parisy : 30 – Jean-François Pasquier : 100 – Yolande de Prunel : 420 – Anonyme Quimper : 300 – Michel Raguene de Saint Albin : 80 – Joël Regel : 230 – Anonyme Rennes : 60 – Nathalie Roddier : 100 – Michel Roth : 175 – Hervé Rumin : 100 – Renaud Rumin : 75 – Philippe de Saint Robert : 100 – Jacques Sapir : 50 – Alain Solari : 100 – Anonyme Toulouse : 100 – Grégory Thomas : 30 – Un Vendéen royaliste : 100 – Anonyme Vendée : 24 – Anonyme Yvelines : 150.

Total de cette 2^e liste : 4366 €

Total général : 8049 €

Brèves royales

■ **10 janvier. Rabat.** – Communiqué du médecin personnel du roi Mohamed VI faisant état d'une « *lombosciatalgie mécanique, associée à une contraction musculaire, sans aucun signe de gravité* ». Le roi n'était plus apparu publiquement depuis la fin de l'année dernière. La Coupe d'Afrique des nations (CAN) a été ouverte le 21 décembre 2025 par le prince héritier Moulay El Hassan, 22 ans, présent à tous les matches des Lions de l'Atlas, équipe demi-finaliste le 14 janvier (Maroc-Nigeria), en finale le 18 janvier (Maroc-Sénégal).

■ **11 janvier. Katmandou.** – Discours de l'ancien roi (renversé en 2008), Gyanendra Shah, 78 ans, à l'occasion de la fête Prithvi Jayandi, qui commémore la naissance du roi fondateur du Népal en 1768. Il porte un jugement négatif sur l'instabilité du pays depuis la révolution de la génération Z en 2025, qui jouerait sa « *survie* » et serait « *au bord de la rupture* », et propose un retour de la monarchie.

■ **11 janvier. Preah Vihear.** – Au cœur des conflits armés entre la Thaïlande et le Cambodge de juillet 2025 puis à nouveau dans les dernières semaines, ce temple est un point sensible des anciennes limites entre deux royautes ancestrales, siamoise et khmère, depuis le XVI^e siècle jusqu'à ce jour. La manière dont les monarques actuels respectifs, Rama X, 73 ans, et Sihamoni, 72 ans, ont abordé la résurgence des tensions, caractère rarement mis en avant, est bien éclairée par Grégory Mikaelian, historien du CNRS, dans le quotidien *Le Monde* : « *En somme, écrit-il, la Thaïlande témoignerait d'une flambée nationaliste sur fond de malaise monarchique, tandis que*



D.R.

Par Bertrand Renouvin

Des élites naufragées

C'est une affaire entendue : Donald Trump fait turbuler le système des bonnes vieilles certitudes géopolitiques, et il va continuer ! En un moment où le sang-froid serait nécessaire, un vent de panique secoue l'élite du pouvoir, des affaires et des médias. Sur les écrans, on proclame la mort de l'Otan et on annonce la rupture des relations transatlantiques. À l'Élysée, on envoie de toute urgence au Groenland quelques soldats qui apprennent peu après leur arrivée que les États-Unis ne fourbissent aucun projet d'agression armée. À Bruxelles, on convoque d'urgence un Conseil européen pour discuter d'un renforcement des droits de douane américains auxquels Donald Trump vient de renoncer.

Éberlués par les provocations du président des États-Unis, les dirigeants européens ne comprennent toujours pas qu'il s'agit d'une technique de négociation. Menacer de tout prendre en faisant croire qu'on peut le faire, voilà qui permet d'obtenir des concessions dictées par le sentiment qu'on a évité le pire. Les dirigeants européens n'ont même pas le moral des vieilles troupes, qui permet de faire des miracles. Ils se voient comme les naufragés d'un ordre révolu, face à une puissance impérieuse et toujours triomphante, naguère protectrice et maintenant hostile.

La détresse des élites ouest européennes était évitable car nous sommes devant une fausse surprise géopolitique. Il faut de toute urgence lire ou relire les deux ouvrages que Régis Debray a consacrés à la politique étrangère voici plus de quarante ans (1). Alors conseiller de François Mitterrand, l'auteur rappelait que le général de Gaulle avait averti dès 1958 que l'Otan ne protégeait plus les Européens de l'Ouest. « Mais dès lors que l'efficacité de la protection est douteuse, pourquoi confierait-on son destin au protecteur ? » (2). Parmi beaucoup d'autres réflexions corroboratives, Régis Debray expliquait que l'intérêt national existe et qu'il est même définissable. Mais on préféra, dans les hautes sphères, dissenter sur le « postnational », sur la « famille occidentale » et sur la « mondialisation heureuse ».

Aujourd'hui, ceux qui prétendaient guider des peuples obtus sur les chemins du nouveau monde contemplent les débris de leurs illusions. Certains, ne voulant pas renoncer à leurs rêves, cultivent l'espoir d'un retour à la normale, celle de la bonne Amérique délivrée dans trois ans de la folie trumpiste. Comme si cette délinquance détonante ne s'inscrivait pas, à sa manière dans l'histoire de la République impériale... D'une manière générale, les milieux dirigeants tentent de se rassurer en célébrant les vertus de l'Union européenne, préservée de la brutalité américaine par

les valeurs de l'État de droit. Nous attendons avec impatience le moment où cette fiction volera en éclats.

On ne veut pas voir que l'Union européenne est un système normatif qui procède des coups de force de la Cour de justice de l'Union et qui fonctionne au mépris des principes démocratiques.

On oublie que les gestionnaires de ce système ont effacé le résultat des référendums français et néerlandais de 2005.

On ne veut pas voir que « l'État de droit » européen proclame seulement des droits en privant les peuples de facteurs décisifs de souveraineté. Or la démocratie, pour exister, doit allier les libertés publiques et la souveraineté populaire.

On ne veut pas reconnaître que la conception eurocratique des libertés est hautement contestable puisque le préambule de la « Charte » de l'Union met sur un pied d'égalité « la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux » comme si les flux capitalistes inessentiels ne portaient pas atteinte à des libertés essentielles.

Il est bien sûr possible d'éviter le débat sur les « valeurs » en invoquant la mobilisation des capacités réelles de l'Union. C'est méconnaître une réalité incontournable : l'Union européenne n'est pas un État mais une « union conventionnelle régie par des traités » pour reprendre les termes utilisés par la Cour de Karlsruhe qui décrit un « regroupement d'États » souverains. C'est ce « regroupement » géré dans la confusion par divers organes (BCE, Eurogroupe, Commission) qui affronte des États disposant de tous les moyens de mettre en œuvre des projets politiques cohérents. Nous savons par ailleurs que ce « regroupement » n'est en rien homogène et que la plupart des États manœuvrent pour faire prévaloir leurs intérêts nationaux. Face aux initiatives du président des États-Unis, nous voyons bien que chacun mène son jeu et qu'il est facile, pour un adversaire, d'accroître les divisions.

Au nom du libre-échange sur le marché mondialisé, les dirigeants français de droite et de gauche ont affaibli notre défense, liquidé une grande partie de notre industrie, sacrifié notre agriculture, laissé les États-Unis s'emparer de secteurs clés. Pour affronter les puissances adverses, c'est la fiction européenne qu'ils veulent une fois de plus cultiver. Ils subiront de nouvelles défaites, dont ils feront payer le prix au peuple français.

De ce constat de faillite généralisée, il faudra tirer des conséquences révolutionnaires. ■

(1). Régis Debray, *La Puissance et les rêves*, Gallimard, 1984 ; *Les Empires contre l'Europe*, Gallimard, 1985.

(2). *Mémoires d'espoir*, tome I, p. 213, Plon, 1970.

Sommaire

Page 2 : Actualité - Événements

Mercredis de la NAR. – Autres événements.

Pages 3 à 5 : La Politique

Budget : une parenthèse inutile. – Novasco, Atos : la passivité coupable. – Sur le mur de Jean Chouan. – Le radicalisme (4). – La politique au crible.

Pages 6 à 8 : La Nation française

Les véritables enjeux d'une élection locale. – La bataille de l'écriture inclusive. – La pénurie d'œufs. – Le mauvais traité et ses suites. – La Quinzaine en France.

Pages 9 à 11 : Les Chemins du monde

Trump II, an II. – Une région bruxelloise bloquée. – Gaza : la perle rare. – Les Faits marquants.



Pages 12 et 13 : Synthèse

Situation politique : panorama d'une crise.

Pages 14 à 17 : Les Idées et les Livres

Misère de la Contre-Révolution. – Plaidoyer contre le déclin. – Quand le trône vacille. – Verte, la croissance ? – La politique selon Pierre Manent.

Pages 18 à 20 : Les Lettres et les Formes

Théâtre : *Marius* revisité. – B.D. : Face à *La Menace atlante*. – Les expositions : Le Tigre amoureux de la Grèce. – Les spectacles : *Les Producteurs*, comédie musicale.

Pages 21 à 23 : La Voie royale

Yvan Aumont, serviteur « inutile » et indispensable. – Les interventions du prince Reza. – Brèves royales. – La Maison de France. – La Nouvelle Action royaliste.

Page 24 : Éditorial : Des élites naufragées.